

# Paris à hauteur d'enfant



Rodrigo Arenas  
Député de Paris

# sommaire

## Incipit **5**

### Paris, ville de cœur et d'âme

Mon Paris .....	7
Antisocial .....	9
La banlieue.....	11
Aperçus du futur : ravages sur Coruscant .....	12
« J'aime plus Paris ».....	14
Aperçus du futur : la carte sans le territoire.....	16
Penser la ville à hauteur d'enfant .....	18
Le pari des enfants .....	21

### Les défis du futur urbain

L'école à 50 °C .....	27
Nouvelles architectures ....	29
Dé-constructions .....	31
Déminéralisation.....	35
Une ville bioclimatisée .....	36
Une forêt sur le périph'.....	38
Des « parcs-rues » .....	41

### Des infrastructures partagées

Un réseau de villes sœurs... ..	45
Bassins de vie parisiens ....	46
Une autre forme urbaine ... ..	48
« Ville » est un nom féminin. ..	49

Station invalides .....	50
La ville pour toutes et tous .	52
Anti-social.....	55
Gentrification no more .....	57

### Des mobilités réinventées

Un espace sécurisé .....	61
Multimodal .....	63
À bicyclette .....	65
En Seine.....	69

### Le logement, première priorité

La racine du mal.....	73
Décotations .....	75
Priorités populaires .....	76
Cohabitations .....	78
Airbnb n'est plus ton ami. .	80
Magistères et escoliers... ..	82

### Un Paris inclusif et solidaire

« Bars à lait » pour cantines du soir .....	85
De la fourmilière à la ruche ..	87
Rêves olympiques .....	88
Fanzones.....	91
Jouer sans entrave.....	92

## Excipit **97**

---

« Paris est un cœur battant. Paris est un ancrage national, un emblème dans le monde, un phare. »

---

# incipit

Quand Paris s'est teintée de rouge sang, sous les coups des tueurs de Daech, j'ai ressenti une déchirure. Quelques mois seulement après le meurtre sauvage de l'irrévérence et de l'esprit frondeur qu'incarnait Charlie, c'était la légèreté et l'amicale convivialité, cet art de vivre particulièrement parisien, qui tombaient sous les balles aveugles de la haine sectaire de ceux qui clament aimer la mort plus que la vie. Dans ses Enfants Paradis, en hommage aux victimes, Damien Saez l'a chanté avec cette infinie tristesse et l'émotion profonde qui nous a tous étreints : c'était aussi la France, c'était Paris qu'on assassine.

## Car il y a à Paris une quintessence de l'esprit français.

C'est d'ailleurs comme cela que mon histoire française a débuté. Avec cette idée que la France était à l'image de ce beau quartier du parc Monceau qui nous a accueillis, mes parents et moi, lorsque je suis arrivé à l'âge de 4 ans en France. Ma madeleine à moi, ce sont de beaux immeubles haussmanniens, des hôtels particuliers, un parc où accueillir mes jeux d'enfants, bref, un Paris bourgeois que le petit immigré que j'étais regardait avec des yeux émerveillés, malgré la petite chambre de bonne où nous vivions. Ce sont ces images qui m'ont fait immédiatement aimer cette ville, par là-même ce pays généreux où tant de Chiliennes et de Chiliens ont trouvé refuge. Puis j'ai vu cette capitale se transformer au fil des ans, souvent pour le meilleur, parfois pour le pire...

**Paris est un cœur battant. Paris est un ancrage national, un emblème dans le monde, un phare.**





1

# Paris, ville de cœur et d'âme

## Mon Paris

Paris c'est ma ville.

Depuis juin 2022, j'en suis l'un des députés à l'Assemblée nationale. Réélu au premier tour deux ans plus tard quand le président de la République a décidé sa dissolution surprise. Je suis le représentant des habitantes et habitants d'une circonscription à cheval sur deux arrondissements du sud de la capitale. Un territoire de lisière, où se mêlent les problématiques de la mixité sociale et des liens avec la banlieue proche, où les défis climatiques sont d'autant plus pressants que les populations n'ont pas toujours les moyens d'y répondre, où les enjeux d'éducation dépassent les seules questions de maintien ou non des classes, où la solidarité et la qualité du tissu associatif répondent heureusement aux trop nombreuses défaillances des politiques publiques... Une circonscription que je suis fier de représenter et pour les habitants de laquelle je n'ai cessé de m'investir au plus près.



---

## « On ne naît pas Parisien, on le devient – et souvent sans s'en rendre compte. »

---

Mais surtout, Paris c'est ma ville parce que je me la suis appropriée, je m'y sens bien depuis mon enfance. Cela ne s'explique pas, c'est comme ça.

Avec l'expérience, en déambulation, en embouteillages, en flâneur comme en consommateur, je m'approprie ses paysages. Paris me fait vivre, Paris me nourrit. Je suis ému quand je suis à Paris, quand je me balade dans ses quartiers au fil de ses rues. C'est aussi ça le droit du sol : tous ces gens qui sont venus, des six coins de l'Hexagone et des quatre coins du monde pour « faire Paris ». Selon l'Insee, à peine 30 % des Parisiens sont effectivement nés à Paris. Ils sont plus d'un quart (28 %) à être nés en France, en dehors de l'Île-de-France.

Paris est un concentré du monde : un quart de ses habitants ont vu le jour à l'étranger. En tête, l'Afrique (45,5 %), suivie par les ressortissants européens (26,2 %) et l'Asie (18,9 %).

Paris est un ensemble cosmopolite, un chaudron alchimique, un creuset dont la chaleur et le rythme travaillent les nouveaux venus au corps et au cœur, les modèle, les transforme, les casse parfois et les recompose ensuite. Qu'on y soit né ou qu'on y soit condamné, qu'on y soit venu ou qu'on y ait été envoyé, qu'on l'aime ou qu'on la déteste, Paris est une ville dont l'expérience vous change.

On ne naît pas Parisien, on le devient – et souvent sans s'en rendre compte. C'est ainsi. Et accepter de devenir Parisien, c'est aussi aimer appartenir à la Cité la plus centrale de France, la plus grande, la plus « métropolistique ».

## Antisocial

Il paraît que nous sommes des animaux politiques. En tout cas, c'est ce qu'on apprend à l'école. En fait, il y a plusieurs façons de comprendre cet adjectif « politique ».

On peut d'abord y voir notre forme préférée d'organisation sociale : la *polis* de « politique » c'est la Cité, les institutions publiques, le régime de pouvoir et le gouvernement des hommes. La ville n'est pas plus « naturelle » à l'humanité que la tribu nomade ou le village sédentaire. Mais elle correspond à nos premiers systèmes d'organisation collective historiques, c'est-à-dire complexes. Les empires du Croissant fertile dont les capitales Ur, Ninive ou Babylone sont les prototypes de la grande ville ou les Cités-États grecques, deux modèles dont l'Empire romain offrira plus tard une synthèse : une ville aux dimensions impériales. Pendant plus d'un millénaire d'ailleurs dans notre partie du monde, la Ville, avec une majuscule, c'était Rome : l'Urbs, l'éternelle. Elle était l'idéal politique, l'inspiration culturelle, le modèle monumental et la référence urbaine.

---

## « Nous sommes avant tout des êtres de liens, construits dans la relation aux autres. »

---

Mais il y a une autre façon de comprendre cette animalité politique. Une façon plus anthropologique et plus subtile. C'est de se rappeler que nous sommes avant tout des êtres de liens, construits dans la relation aux autres, dans l'apprentissage par l'imitation de nos ascendants et de nos pairs, dans le confort et la sécurité du groupe et dans l'expérimentation individuelle. C'est dans la famille nucléaire, la tribu, la communauté villageoise, le quartier de ville.

---

**« La ville est notre paradoxe moderne : seul au milieu de milliers d'autres, on y est complètement libre d'être soi et complètement dépendant de tout le monde. »**

---

Dans la grande majorité des sociétés traditionnelles, l'éducation des enfants est confiée à des familles élargies, dans lesquelles chaque adulte et chaque enfant plus âgé est co-éducateur. Le groupe constitue notre premier apprentissage politique. Nous sommes des êtres de coutume et de liberté à la fois.

Cependant, en ville, surtout dans la ville moderne où s'agglutinent et se pressent des millions d'inconnus, ces liens sont plus ténus, plus difficiles à maintenir. Les rues sont passantes, mais elles sont animées de flux de circulation comme des autoroutes de vacances. S'y arrêter c'est risquer de rapidement engendrer la congestion. Les politesses et les convenances fluidifient nos rapports quotidiens, mais les gens qui vous accostent sont vite perçus comme des nuisances. Le stress et la crainte de l'agression rendent la ville hostile. Les digicodes et portes blindées barrent les accès aux immeubles et la sécurité contre les voleurs devient vite une protection, relativement illusoire, contre toute forme d'importun, démarcheur, quêteur ou militant politique. L'anonymat des grandes métropoles est évidemment une protection pour celles et ceux qui veulent échapper au contrôle social et à l'œil réprobateur de la communauté pour vivre en paix leurs expériences, leur originalité et leurs orientations personnelles. Mais cet anonymat

peut vite se muer en souffrance de l'isolement, quand le regard absent de ces millions de voisins tout aussi anonymes vous traverse sans la moindre marque de reconnaissance humaine.

La ville est notre paradoxe moderne : seul au milieu de milliers d'autres, on y est complètement libre d'être soi et complètement dépendant de tout le monde – en particulier pour se nourrir.

## La banlieue...

C'est d'ailleurs aussi avec le regard du banlieusard que j'ai longtemps été, que j'aime, connais et comprends Paris. J'ai d'abord appris à la connaître comme un visiteur et un étranger. J'ai grandi sur ses frontières, aux bords de la capitale, dans ces banlieues où réfugiés, immigrés et classes populaires se mêlaient et apprenaient à vivre ensemble. J'ai appris la banlieue après avoir appris la « ville-musée », j'ai troqué les monuments parisiens et les jardins bien taillés pour des tours et des barres fonctionnelles où le beau n'avait plus sa place. Pour autant, cela ne voulait pas dire que l'on ne pouvait pas y être heureux.

Champigny, c'est aussi cette ville de mon enfance où la communauté des adultes veillait sur tous les enfants, où les terrains de jeux étaient au cœur des regards des parents, où tout le monde se connaissait.

Mais je l'ai quittée pour faire mes études, pour aller vers une capitale incontournable qui est parfois devenue une expérience compliquée... Quand il faut plus d'une heure et demie prisonnier de sa bagnole dans des embouteillages sans fin pour atteindre enfin le centre.

Quand on est pris dans les rythmes invraisemblables d'un RER improbable. Quand les lieux de culture, les bassins d'emploi, les centres de vie sont tous concentrés dans la capitale, hors de portée de celles et ceux qui en auraient le plus besoin.



C'est cette dualité qui forge mon amour de Paris et mon désir de l'accompagner dans la plus grande transformation à laquelle elle doit faire face depuis la révolution industrielle et son haussmannisation.

## Aperçus du futur : ravages sur Coruscant

La ville est devenue notre façon d'habiter la Terre.

Depuis 2007, plus de la moitié (54 % en 2023) de la population mondiale est urbaine. Pour les pays qu'on dit « développés », et en particulier pour l'Europe, c'est plus de 70 %, et 81 % de population urbaine pour la France des années 2020.

Dans la plupart de nos futurs imaginés, la ville a grandi aux dimensions de la planète – capitales d'empire galactiques comme le Trantor d'Isaac Asimov (Fondation) et ses 40 milliards d'habitants, ou le Coruscant de Starwars et ses 1 000 milliards d'habitants. La ville du futur ressemble toujours à une extension extrême de fourmilières anthropisées (*Blade Runner*), au contrôle social et commercial omniprésent (*Minority report*).

---

**« Plus de la moitié de la population mondiale est urbaine. »**

---

La ville nous ancre dans une autre réalité terrestre. Un monde artificialisé, fait de tours lancées au ciel, de tunnels interminables, de longs serpents asphaltés où circulent des véhicules de fer et d'acier et d'immeubles collectifs, massifs et fonctionnels. Un univers minéral et cimenté, éclairé en permanence, régulé par le temps du travail,

où règne la lumière artificielle de l'électricité, qui alimente aussi partout d'innombrables machines, voraces en énergie, pour nous transporter sous terre, nous faire grimper aux étages pour rejoindre nos appartements et nous permettre de travailler, communiquer et jouir de nos loisirs. Notre alimentation provient de grandes et petites surfaces aux rayons d'abondance, dont les produits sont acheminés dans une débauche d'énergies fossiles – et tous issus d'un système de production industriel et agricole tout aussi énergivore. Un temps dominante, l'agriculture urbaine a disparu, réduite à quelques vestiges comme les vignes de Montmartre, témoignage d'une époque si loin, si proche. La ceinture maraîchère qui alimentait encore Paris au XIX<sup>e</sup> siècle, grâce au territoire de la « Plaine des Vertus » entre Aubervilliers et La Courneuve s'est retrouvée dévorée par le béton et l'urbanisation.

Notre autonomie alimentaire, c'est-à-dire la capacité de nourrir les habitants de Paris sans approvisionnement quotidien, est de 5 à 7 jours. En admettant que pendant cette période personne n'ait déjà tenté de s'approprier plus que sa part – une hypothèse que les razzias de pâtes et de PQ de la période Covid rendent plus qu'incertaine – au bout de quelques jours la faim engendrera fatalement des émeutes, des affrontements, de la violence.

### Big Brother ?

**Ce futur dystopique se rapproche un peu plus chaque année : au nom de la sécurité publique, les JOP 2024 auront expérimenté le déploiement à grande échelle d'une surveillance algorithmique à reconnaissance faciale. Une brèche dans la protection de nos libertés publiques, sur laquelle de nombreux habitants m'ont directement interpellé à l'occasion de nos discussions dans les rues de la Butte-aux-Cailles.**

Ici, peut-être plus qu'ailleurs encore, nous vivons majoritairement dans un environnement fortement urbanisé, artificialisé, plastifié, nos racines prises dans le béton, nos horizons prisonniers de cages lumineuses et néonisées, notre air vicié, nos eaux usées, nos sens saturés par l'agression permanente de bruits et de fureur.

Nos dépendances sont extrêmes. Il n'y manquerait qu'une étincelle pour que s'embrase ce tissu plus fragile qu'il n'y paraît. C'est le scénario des Ravages de Barjavel. L'effondrement total d'une civilisation technique dépassée par la catastrophe. Un *road trip* apocalyptique qui se concluait sur un retour très patriarcal et un peu réactionnaire, à la nature, au rejet de la technologie au profit des formes plus simples d'habitation du monde.

## « J'aime plus Paris »

Cet incendie couve. Il fait des ravages dans les têtes. Notre façon d'être au monde, nos modes de vie urbains, la pression croissante de l'économie et de certains coûts fixes comme le logement, la combinaison des urgences écologique, sociale et démocratique, l'aspiration à une autre façon d'être, tout cela nous prend à la gorge. Les dépendances énergétiques et alimentaires, l'exiguïté de l'espace urbain, les limites

de nos modes de vie ont été mises à nu pendant la crise sanitaire et les confinements successifs.

Ainsi, Paris, où se concentrent tous ces défauts, ne cesse de perdre des habitants. Selon une étude de l'INSEE de 2024, soit quatre ans après le covid, 76 % des Franciliens souhaitent toujours partir à court ou moyen terme. Qu'ils soient originaires de la région Île-de-France

**76 % des franciliens**

**souhaitent partir d'Île-de-France à court ou à moyen terme**

ou venus pour étudier et/ou travailler, leurs envies de changer de vie restent vives. Ils sont d'ailleurs 53 % à déclarer vouloir partir « dès que possible ».

Mais la tendance est plus ancienne. D'après les chiffres de l'Insee, la fuite des habitants s'accélère : les Parisiens quittent de plus en plus la capitale depuis dix ans. En 2013, lorsque 100 personnes quittaient Paris, 94 y emménageaient. En 2022, ils n'étaient plus que 72. Le déficit s'accroît. Après un pic en 2011 (2,24 millions), la chute est rapide, d'environ 0,6 % par an.

En 1968, Jacques Dutronc chantait la poésie de la vie parisienne. Il était 5 heures, et la frénésie des plaisirs de la vie nocturne se laissait remplacer par la vie vibrionnante d'un nouveau jour. Quarante ans plus tard, son fils Thomas lui répond qu'il en a marre. Dans cette ville, pressé rime avec stressé, la grisaille est une aigreur et tout le monde fait la gueule :

« Même plaqué or, Paris est mort/Il est cinq heures, Paris s'endort ».

## « Paris est l'une des villes les plus chères du monde. »

Quand les enquêtes d'opinion se penchent sur les raisons de ce nouveau désamour, elles décrivent un faisceau de petites et grandes causes. Le coût de la vie y est central. Paris est l'une des villes les plus chères du monde : depuis 2018, elle est régulièrement classée parmi les plus chères à vivre, en compagnie de Singapour et Hong Kong, ou Zurich. Un classement établi à partir d'un panel de plus de 200 produits et services de consommation (loyers, alimentation, tabac, boissons, loisirs, électroménagers, carburants, vêtements, etc.) qui en dit long sur les exigences en capital de la capitale.



Parmi ces coûts fixes, celui du logement pèse le plus lourd. Depuis le dernier creux historique en 1997, le prix moyen du mètre carré parisien a été multiplié à peu près par 5. Et les loyers suivent.

Mais les Parisiens dégoûtés de Paris citent aussi les transports, leur fiabilité, leur état, leur fonctionnalité et leur accessibilité. La propreté des voiries et les services de collecte. La sécurité. Le bruit, dont on oublie trop souvent qu'il est une pollution aux effets terribles sur les systèmes nerveux et la santé. L'odeur, surtout en été, surtout dans les couloirs du métro. Les mille et une petites contrariétés de la vie en collectivité dans un espace confiné fortement pollué.

Comme le disent tant de touristes émerveillés, tant de provinciaux en visite, tant de professionnels de passage, tant d'anciens Parisiens : Paris est une ville magnifique, leur ville de cœur, leurs racines même, mais voilà... ils ne veulent pas, ou ne veulent plus, y vivre.

## **Aperçus du futur : la carte sans le territoire**

Le constat est inquiétant. Les familles sont tentées de désertier un environnement hostile, où la pollution de l'air et le trafic automobile représentent des dangers quotidiens, où la mobilité est plus compliquée pour les poussettes, où les équipements ne sont pas conçus à hauteur d'enfant, où le rythme de vie n'est pas celui de l'épanouissement, où la fatigue physique et mentale pèse sur le foyer et les relations humaines.

Par conséquent, non seulement Paris perd ses habitants mais, en outre, Paris perd ses enfants. Elle devient peu à peu une ville de transit, où l'on va travailler, ou une ville de touristes, que l'on vient visiter. Une ville qui ne vit plus vraiment au quotidien. Qui risque de perdre peu à peu son identité. Et surtout d'en mourir.

---

**« Le danger qui guette Paris :  
qu'elle ait désormais moins  
de temps à vivre dans le futur  
qu'elle n'en a vécu dans le passé. »**

---

Certes, depuis 2012, avec 1,88 enfant par femme en 2018, la France est désormais le pays le plus fécond d'une Europe hantée par le spectre de la décroissance démographique, en particulier en Italie, en Allemagne, ou en Europe centrale. Mais en Île-de-France, l'une des régions les plus fécondes de l'UE, la situation est très contrastée : si la Seine-Saint-Denis, le Val-d'Oise, l'Essonne et les Yvelines sont parmi les 5 départements les plus féconds de France métropolitaine (2,06 à 2,33 en 2018), la ville de Paris fait partie des 3 derniers avec 1,54 enfant par femme.

De tout le territoire métropolitain, c'est le département qui accueille le moins d'enfants.

Moins d'enfants, ce sont des écoles qui ferment. Une population qui vieillit. Des services publics déséquilibrés. Des activités qui disparaissent. Une ville qui se meurt, confite dans ses vieilles pierres, son histoire et ses souvenirs. Un Paris où tous les enfants jadis capturés par l'objectif d'un Doisneau ont disparu. Un Paris dont tous les Gavroche et les Titi seraient joués par des acteurs.

Là est le danger qui guette Paris : qu'elle ait désormais moins de temps à vivre dans le futur qu'elle n'en a vécu dans le passé. Elle risque de devenir un simple décor pour l'industrie de l'image, un grand parc à attractions touristiques, une carte postale géante pour visiteurs mondialisés, nourris des inépuisables clichés glanés sur Netflix ou Disney. Le Paris d'*Emily in Paris* ou de *Ratatouille*. Un endroit où l'on ne vit pas.

## Penser la ville à hauteur d'enfant

Revenons à Paris. Aurait-elle oublié ses enfants ? Oui et non. La municipalité agit. Ainsi, par exemple, des efforts d'aménagement ont été réalisés aux abords des écoles pour les rendre plus sûres et plus conviviales pour les familles en neutralisant la rue d'accès. Mais comme on le verra à propos de beaucoup d'autres petites et grandes actions, les choses sont faites à moitié, ou de façon trop parcellaires. Ce n'est pas juste son accès qui doit être aménagé, mais **l'ensemble du périmètre de l'établissement scolaire. C'est donc tout un quartier qui doit être repensé avec cette vision protectrice, pas seulement quelques rues.**

Et dans le reste de la ville, les moyens de mobilité pour les parents avec enfants et poussettes sont quasi inexistantes, les trottoirs ne sont pas sûrs, l'automobile toujours dangereusement omniprésente, les squares insuffisamment nombreux, et toujours sur un même modèle très artificiel. Le mobilier urbain reste majoritairement conçu et dessiné par des adultes pour des adultes – souvent des hommes de surcroît.

Ce n'est qu'un exemple. Mon propos est plus général et s'inscrit aussi bien dans mon action publique, d'abord à la FCPE puis au sein des institutions, que dans mes réflexions, rassemblées dans deux livres déjà. Le monde dans lequel nos enfants sont appelés à vivre est en pleine et profonde mutation. À mes yeux de parent, de citoyen

---

**« C'est tout un quartier qui doit être repensé [...], pas seulement quelques rues »**

---

et d'élu, le défi tient en trois concepts que nous avons par ailleurs détaillés dans notre petit livre sur la réforme de l'école en 2020, *Dessine-moi un avenir* : le vivant, le virtuel et les liens.

**Autrement dit, il faut articuler l'action publique autour de trois grands principes directeurs, qui sont l'exigence écologique et l'adaptation au nouveau régime climatique, la compréhension et l'appropriation de la civilisation numérique et de ses mutations, et l'éradication des discriminations de quelque ordre que ce soit.**

La centralité de l'écologie et du changement climatique en ville commande de tout repenser : le bâti, les matériaux, les formes et techniques, l'accès et les usages des ressources comme l'eau, la qualité de l'air, la présence de la nature, les formes de la mobilité, l'adaptation aux saisons et aux pics, etc.

La civilisation numérique, c'est l'utilisation de nos extensions technologiques pour mieux connaître et gérer nos ressources, organiser l'espace urbain et son optimisation.

L'application de l'intelligence artificielle et de la domotique à des objectifs collectifs plus utiles que de passer commande en ligne pour remplacer un produit épuisé dans nos frigos.

C'est l'optimisation de nos déplacements, de nos services publics. C'est aussi l'accès au savoir et à nos grandes bibliothèques étendues à l'ensemble de l'espace virtuel. C'est **transformer la ville en vaste salle de classe. Par exemple avec des flashcodes partout, du nom des rues aux espèces végétales, et des parcours d'apprentissages comme autant d'itinéraires de chasse au trésor** – un dispositif déjà expérimenté à Sevran.

Enfin, la question des discriminations revient à s'assurer d'une ville qui ne soit plus la cause ni l'accélérateur de souffrances. C'est la prise en charge des solidarités, la revitalisation du lien social, la culture de nos interdépendances, la réhabilitation des services publics. C'est la fabrique de lieux communs à tous et toutes. Et bien sûr la fin des discriminations sociologiques en fonction des découpages des territoires.



### La lutte contre les inégalités de genre

En visite à Mexico, dans une UTOPIAS (Unité de transformation et d'organisation pour l'inclusion et l'harmonie sociale), j'ai pu observer que la lutte contre les inégalités de genre passait par des salles dédiées où les hommes apprenaient à se servir « d'outils » généralement dévolus aux femmes. Cela m'a donné l'idée d'extrapoler en passant par l'École, lieu d'apprentissage par essence. Je propose que dans chaque école de la Ville de Paris un lieu soit dédié à cet apprentissage. Libre aux enseignants de les utiliser pour apprendre aux élèves à se servir d'outils de bricolage, de fer à repasser, de tables de change de bébés ou de brosses à cheveux pour se familiariser avec l'idée du consentement, sans distinction de genre. Il est essentiel que cela passe, pour commencer, par les enfants et la Ville de Paris peut aider les enseignants à développer ces apprentissages.

C'est sur ce triptyque que doivent s'articuler les politiques urbaines et l'action de transformation de Paris. C'est une question de vision, de cohérence et surtout de masse critique des mesures entreprises. À quoi bon investir dans les aménagements aux alentours des écoles si les familles quittent une ville devenue invivable pour d'autres raisons, entraînant des fermetures de classes ? À quoi bon faire de Paris une vitrine clinquante pour accueillir les Jeux Para-Olympiques, ou les touristes du monde entier, si c'est au prix d'un nettoyage social et d'une gentrification toujours plus accrue ? À quoi bon réorganiser et développer les transports d'un Grand Paris si cela revient juste à élargir le centre, et favoriser au passage la spéculation immobilière, sans remettre en cause le modèle concentrique d'un territoire dominé par la capitale où les populations des banlieues restent subordonnées ?

Quelques questions qui viennent en suggérer une plus profonde, plus cardinale : quelles sont les politiques à mener pour rendre un avenir à Paris ? **Sur quoi doit reposer le projet politique pour la capitale ?**

**Sur les enfants.**



### Le pari des enfants

Qu'est-ce qu'une ville à hauteur d'enfant ?

C'est une ville conçue pour les plus vulnérables d'entre nous. Une ville qui permet la découverte et la construction de soi. Une ville où chaque coin de rue, chaque espace aménagé, chaque équipement, permet une expérience, un apprentissage, un moment éducatif. C'est donc une ville adaptée au changement climatique, renaturée voire réensauvagée. Une ville connectée, accessible et navigable. Une ville libérée des rapports de domination.

Que ce soit dans les transports, dans la renaturation, dans le bâti, dans le sport ou la culture, tous les défis qui se posent à la capitale peuvent se résumer à celui-ci : faire de Paris une ville où les enfants puissent vivre, s'épanouir, se sentir libres et autonomes.

Cela commence bien sûr par des lieux d'accueil pour les parents qui puissent, par exemple, **dans tous les bâtiments publics prendre soin de leurs tout-petits (salle pour changer les bébés, les allaiter, etc.)**. Puis il faut agir sur leur environnement immédiat : équipements urbains, jeux et jardins, nature en ville, loisirs et activités sportives. Sans oublier leur école. Un **bâti scolaire adapté au nouveau régime climatique**, pour éviter des écoles glaciaires en hiver et fournaises en été, qui fournisse aux enfants une alimentation saine. Une réintroduction de la nature en ville et de son entretien, à la fois source d'apprentissage et peut-être de productions alimentaires.

Et puis les mobilités. Selon plusieurs études menées par des sociologues au Royaume-Uni dans les années 2000 ou à Bordeaux en 2014 par l'Observatoire des mobilités et des rythmes de vie, dans les années 1950, les enfants avaient une autonomie d'à peu près 4 km autour de leur domicile ; dans les années 1990, on est passé à 400 mètres. Aujourd'hui, on est quasiment à 0.

L'autonomie passe par l'apprentissage de l'espace urbain. Un apprentissage qui se fait dans leurs trajets depuis et pour l'école. Car c'est là que se trouve le centre des représentations parentales de l'autonomie urbaine des enfants. Ainsi, le passage en classe de 6<sup>e</sup> à Paris correspond dans la quasi-totalité des cas à la fin de l'accompagnement parental. Le collège et ses horaires moins réguliers permettent plus difficilement aux parents de s'organiser. Ensuite, la pression du groupe des pairs désincite vivement à l'accompagnement jusqu'à la grille du collège. Enfin, ce dernier ne constitue pas un espace de sociabilité intense pour les parents, à l'inverse de l'école primaire. Ce gain sensible d'autonomie à l'entrée au collège tend à se répercuter sur d'autres pratiques urbaines, comme les allées et venues dans l'espace du quartier ou les trajets effectués dans le cadre des activités périscolaires.

Mais c'est aussi une des raisons pour lesquelles j'ai défendu, dans un autre livre, l'idée de « remettre l'école au milieu de la ville ». **Il s'agit d'en faire des lieux ouverts et de vie pour le quartier et le voisinage.** Il y a d'autres espaces qui constituent également aux yeux des parents des arènes protégées, où leurs enfants peuvent faire plus

---

**« Une ville conçue pour les plus vulnérables d'entre nous. Une ville qui permet la découverte et la construction de soi. »**

---

tôt l'expérience de l'autonomie, caractérisés par la protection qu'ils offrent du danger automobile, mais aussi par l'interconnaissance élevée qui y règne, certains d'entre eux sont explicitement envisagés comme des contextes d'« entraînement » à la ville.

Du square pour enfants au grand parc, toute une gradation d'espaces protégés se dessine, hiérarchisés en fonction de la plus ou moins grande interconnaissance ressentie. Ils deviennent un élément structurant de la découverte de la ville, les premières incursions se concentrant surtout dans des espaces commerciaux, ou par des activités sportives et culturelles. Rarement atteinte à 14 ans, la dernière marche de l'autonomisation à laquelle correspondent les sorties nocturnes hors du quartier permet de vérifier l'intensité de l'attention et de l'énergie consacrées à l'organisation des déplacements et des activités des enfants en dehors des limites du quartier, au sein duquel l'interconnaissance rassure fortement.

Rassurer... L'une des raisons du désinvestissement de la rue par les enfants est l'insécurité. Routière, bien sûr, mais pas uniquement. Car ce sentiment s'accroît chaque année, bien que les chiffres démontrent le contraire, par exemple si l'on parle de violence par homicide qui est divisée par quatre depuis les années 60... Ainsi, comme l'explique le sociologue Jean-François Dortier, « nous sommes dans un monde globalement pacifié et on a le sentiment qu'il est à feu

et à sang ». Cela étant dit, et si on intègre une nécessaire prévention, il est important de répondre à ce sentiment d'insécurité. Si ce n'est pas au niveau d'une ville que l'on peut agir sur les médias ou sur un imaginaire de la violence inscrit plus largement dans la société, nous avons des outils pour tenter d'y répondre. Le premier est la police municipale (créée en 2021 à Paris) répondant prioritairement aux incivilités qui contribuent grandement à cette peur. Pour aller dans ce sens, je crois que la meilleure réponse est celle qui vise à **renforcer la présence humaine : médiateurs, gardiens de square, acteurs de sécurité dans les transports...** sans oublier une gestion apaisée d'un territoire avec des espaces publics propres, ouverts, éclairés à 360 degrés.

Cette présence humaine est tout aussi essentielle sur la voirie. La rue n'est pas le lieu de l'ensauvagement. Les « incivilités », voire les infractions, commises par les voitures et les deux-roues, et qui contribuent largement à ce sentiment d'une ville « agressive », devraient être bien plus souvent sanctionnées. La pédagogie ne fait pas tout. À mon sens, il faut tout simplement oublier la vitesse en ville : le partage de la voirie, avec des modes de déplacements très variés, nous oblige à appréhender la mobilité sous un angle sécuritaire, avant tout. C'est comme cela que nous protégerons les plus vulnérables, et *a fortiori* nos enfants.



# Les défis du futur urbain

## L'école à 50 °C

Chaque année désormais plus chaude que la précédente : bienvenue dans la nouvelle normalité. Bientôt, les conditions extrêmes dans lesquelles les épreuves du baccalauréat 2022 avaient dû être organisées deviendront habituelles. Avec des moyennes à plus de 40 °C et des pics à plus de 50 °C sur le bitume des rues ou le verre des bâtiments, la question se pose : comment nos enfants vont-ils pouvoir apprendre, travailler, étudier, dans l'enfer caniculaire que nous prometent les prochaines années ?

Des contenus aux pratiques d'enseignement, des formes du bâtiment à l'alimentation des élèves, l'école est à la croisée des enjeux climatiques. Il faut d'urgence réfléchir à toutes les dimensions par lesquelles l'école peut contribuer à l'adaptation et à la lutte contre le dérèglement climatique. L'enjeu n'est rien moins que de changer notre culture dominante pour nous éduquer au respect de la nature et du vivant.





Que ce soit pour développer la sensibilité aux enjeux écologiques, climatiques et à la biodiversité dans l'enseignement général ; réorganiser et repenser les filières d'enseignement professionnel et agricole pour acquérir ou réactualiser les savoir-faire en matière d'agroforesterie ou de bioconstructions ; changer l'organisation et les matériaux du bâti scolaire ; recentrer l'école dans le maillage des transports publics ; réorienter l'alimentation scolaire vers le bio et le local...

Ainsi, ne pourrait-on pas imaginer de **remplacer nos vieilles écoles construites entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup>**, qui répondaient alors à un cahier des charges architectural spécifique, désormais obsolète ? Elles représentent encore un tiers de nos écoles parisiennes. Nous avons pourtant la possibilité, comme d'autres pays l'ont fait, **de construire des écoles entièrement autosuffisantes** qui mettraient la question environnementale au cœur des apprentissages des enfants. Nous devons juste oser – à l'instar du baron Haussmann qui avait choisi en son temps de détruire certains quartiers pour reconstruire des bâtiments répondant aux exigences de son siècle.

---

**« Nous avons la possibilité [...] de construire des écoles entièrement autosuffisantes qui mettraient la question environnementale au cœur des apprentissages des enfants. »**

---

Lieu de passage universel et institution centrale dans la vie quotidienne d'une majorité de Français, l'école est au carrefour des politiques publiques. Son effet d'entraînement sur l'ensemble de notre modèle économique et social est direct. Nous pouvons, nous devons, faire de l'école un levier pour répondre aux défis et aux urgences écologiques et nous préparer au changement climatique, plutôt que d'en seulement subir les catastrophiques conséquences.

### Des écoles sous-équipées

Lorsque je me déplace dans les écoles de ma circonscription, j'ai inévitablement des retours négatifs sur leurs équipements pour faire face aux intempéries et aux épisodes de fortes chaleurs. Là ce sont les rideaux inexistant, ici ce sont les cours boueuses, là encore l'absence de points d'eau, jusqu'à ce petit collège doté de toilettes vétustes, au milieu de la cour, qui n'offrent qu'un abri relatif aux jeunes... Les budgets pour financer ces équipements sont souvent remis au lendemain, et sont notamment insuffisants pour offrir tout le confort nécessaire au bien-être de nos enfants. C'est pourtant simple d'en faire une priorité.

### Nouvelles architectures

Il n'y a pas que l'école dont il faut initier la transformation et l'adaptation aux nouvelles conditions atmosphériques. L'ensemble du bâti parisien doit être au centre d'une réflexion qui mêle à la fois ingénieurs, architectes et conservateurs du patrimoine. Car si une partie de l'identité de la ville tient dans son visage urbanistique, ses toits en zinc ou ses bâtiments haussmanniens, vouloir à tout prix préserver ces caractéristiques totalement inadaptées aux températures extrêmes promises par le changement climatique pourrait contribuer à rendre la ville encore plus invivable.

### Des toits peints

Il est amusant de constater que lors de travaux menés avec des Parisiens, dans le 13<sup>e</sup> arrondissement, les personnes présentes ont exprimé sans sourciller leur volonté de repeindre les toits en blanc si cela permettait de faire baisser la température de leur logement. Autrement dit, la beauté du zinc n'était pas une priorité pour eux !

Depuis près de deux mille ans, l'architecture marque profondément le paysage de Paris : c'est toute l'histoire de la Ville qui se lit à travers ses palais, ses églises, ses hôtels, ses places et ses maisons. L'histoire de l'architecture est inséparable de l'histoire de l'urbanisme parisien. Aujourd'hui, s'ouvre un nouveau chapitre architectural. Tout projet futur doit s'ancrer dans le passé. Mais il ne s'agit pas de se figer. Paris n'est pas plus gallo-romaine que médiévale, pas plus néoclassique qu'industrielle, pas plus haussmannienne que pompidolienne... Paris est une sédimentation de périodes, un entrelacs historique auquel il faut que nous puissions ajouter désormais l'adaptation radicale qu'exige de nous le nouveau régime climatique.

Les experts en BTP affirment qu'il est bien souvent plus efficace et moins onéreux de **démolir pour reconstruire** en s'appuyant sur l'utilisation de nouveaux matériaux ayant suffisamment progressé pour que l'on puisse envisager d'autres façons de construire à moindre émission. Les panneaux isolants sous vide (PIV) ou nouveaux isolants techniques, les systèmes de chauffage et de refroidissement comme les pompes à chaleur géothermiques et les systèmes de chauffage/refroidissement à base de capteurs solaires thermiques sont autant d'alternatives techniques. Quant aux matériaux, on peut citer le recours au bois, aux briques recyclées ou au PCM (*Phase Change Materials*) qui absorbent et libèrent de l'énergie thermique lors de changements de phase.

Ainsi, après des décennies de retard en urbanisme et une histoire calamiteuse de bétonisation brutale, Bruxelles est devenue une des premières grandes capitales au monde à avoir innové en la matière. Dès 2010, la règle du standard passif est imposée pour tout nouveau bâtiment public et depuis 2015 pour tout nouveau bâtiment privé. Cette révolution dans la construction a permis d'éviter le chauffage conventionnel et assure des gains substantiels en matière de finances publiques et de lutte contre le dérèglement climatique. En outre, cette relance de la construction répond partiellement au défi du logement social en accroissant le parc immobilier tout en luttant contre la précarisation de locataires dont les charges d'énergie dépassent parfois le loyer.

C'est aussi à Bruxelles que l'un des premiers bâtiments à énergie positive a vu le jour, réalisation phare dans la réhabilitation complète d'un ancien espace de dépôts et d'activités industrielles au bord du canal : Tour et Taxis. Le laboratoire d'un « quartier chlorophyllien ».

---

**« Paris est une sédimentation de périodes, un entrelacs historique auquel il faut que nous puissions ajouter désormais l'adaptation radicale qu'exige de nous le nouveau régime climatique. »**

---

## Dé-constructions

Alors, toits en zinc ou panneaux solaires ? Dé-densification accélérée, réaménagement des espaces partagés, dé-bétonnisation de la voirie... L'obsolescence de notre modèle urbain nous impose de repenser la forme et le bâti, un nouveau style d'architecture plus humain, moins onéreux, plus adapté. Les mesures les plus évidentes viennent



d'abord du bon sens. Cela commence par favoriser la cohésion des opérations immobilières avec le quartier d'accueil par l'intégration de concepteurs de projets. S'il doit y avoir du neuf, alors il est indispensable de conditionner chaque projet à un ensemble d'équipements communs, espaces verts, centres médicaux, services publics. Enfin, il est urgent **d'approfondir les mécanismes de participation citoyenne pour les projets urbains et les nouvelles constructions** impliquant une densification éventuelle du bâti. Personne n'avait demandé aux habitants du 13<sup>e</sup> ce qu'ils pensaient de la densification extrême de la ZAC Rive Gauche, quand bien même ces nouvelles constructions appliquaient des normes environnementales plus strictes...

## « Il faut réécrire une poétique de Paris. »

Ainsi, les fameuses « dents creuses » et autres friches qui apparaissent çà et là au gré des effondrements accidentels ou des destructions programmées devraient être sanctuarisées. Trop souvent elles servent de support à des projets plus ou moins culturels qui fleurent bon le socialwashing, voire l'exploitation marketing d'un pseudo-squat. Elles devraient plutôt nous permettre d'appliquer immédiatement les premières expériences d'espaces partagés et protégés, réensauvagés et désurbanisés. Ces terrains vagues pourraient être laissés à l'imagination des enfants, des riverains... Il faut réécrire une poétique de Paris.

Le grand débat aujourd'hui ne peut pas se limiter à la construction ou non de nouvelles tours. La densité de Paris est déjà l'une des plus élevées au monde, comparable à cette échelle uniquement avec les grandes métropoles asiatiques, comme Manille, Hong Kong ou Singapour. C'est que, en se développant à l'intérieur d'enceintes successives, Paris s'est toujours plus densifiée qu'étalée, contrairement à Rome, Madrid, ou Berlin par exemples, qui disposent de larges espaces autour d'elles et ont progressivement débordé de leur espace initial.

Cette ville trop dense vient renforcer la vieille aspiration des Français à se retrouver dans un pavillon avec jardin. Un choix que font de plus en plus de Parisiennes et Parisiens devenus parents qui, face à l'inadaptation des villes aux enfants optent pour un jardin ou un espace vert sécurisé, où ils peuvent évoluer en toute autonomie, tout en étant sous contrôle, à portée de vue. Si ces pavillons, très souvent construits en périphérie des villes, offrent un accès relatif à la nature, il n'y a pourtant pas plus d'autonomie dans l'espace

public pour les enfants habitant dans des territoires moins urbains : la voirie n'est pas conçue pour se déplacer à pied, la plupart du temps, elle n'offre pas de trottoir suffisant, voire pas de trottoir du tout. Les ronds-points ne sont pas une invitation à la rencontre. Les impasses, qui pourraient s'avérer être un espace de reconquête pour les enfants d'un quartier restent souvent dévolues au stationnement des voitures. Les trampolines au fond du jardin ne permettent pas non plus une sociabilisation ouverte et improvisée entre enfants de différentes familles et restent dans des espaces clos, les jardins privatifs.

Des clôtures qu'il faudrait à mon sens bannir. Avant de s'attaquer aux pavillons de banlieue, je pense qu'on devrait sérieusement **envisager de retirer toutes les grilles des jardins publics**. Le temps des enclosures est derrière nous, les espaces urbains ne peuvent plus se hérissier de barrières en permanence. Et l'argument de l'insécurité ne tient plus dès lors que justement l'on facilite le passage, l'accessibilité et surtout l'éclairage de ces lieux dont la clôture au contraire facilite une occupation délinquante.

---

**« Seule la réintroduction massive de la nature en ville peut nous sauver de l'enfer de béton surchauffé que nous promettent les évolutions climatiques. »**

---

## Déminéralisation

La Ville Lumière est plus grise que verte. En 1730, la nature occupait plus de 73 % des 105 km<sup>2</sup> du Paris d'aujourd'hui. Les grandes cultures, le maraîchage et l'arboriculture côtoyaient les bois et jardins privés. Depuis l'industrialisation, l'urbanisation et l'artificialisation ont réduit les espaces verts parisiens à la portion congrue. Avec 2 300 ha d'espaces verts, dont les deux bois de Vincennes et Boulogne qui en représentent 80 %, Paris est une ville minérale et très dense.

En outre, nos squares à la française, soignés, aux pelouses interdites, ne sont pas adaptés aux enfants. Leurs bacs à sable (ou ce qu'il en reste) sont désespérément uniformes, et minéraux. Les bancs et chaises pour les adultes qui les accompagnent, ou flânent en quête de repos ou de conversation, ont tendance à disparaître.

Au-delà de son rôle nourricier et d'agrément, la nature dans la capitale a toujours eu une fonction essentielle de santé publique. Le général Bonaparte avait remarqué que les soldats arrivaient moins fatigués au combat s'ils avaient été protégés de la chaleur – par des alignements de platanes, par exemple, introduits par ses soins au

### Et si Paris était inondée ?

Paris est une ville vulnérable. D'une part parce qu'une crue exceptionnelle de la Seine est toujours envisagée. D'autre part parce que l'artificialisation de notre capitale est si importante que des pluies très fortes satureront rapidement nos rues. Il faut savoir qu'entre 2011 et 2023 l'artificialisation a augmenté de 0,02 hectare. Autrement dit, aucune amélioration en plus de dix ans. Il nous faut donc entamer un programme de débitumage massif très rapidement Paris, à commencer par nos quais qu'il faut transformer en jardins inondables pour une meilleure gestion de l'eau en cas de crue.



long des routes du sud au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Dès 1833, les préfets Rambuteau et Haussmann, en application des théories hygiénistes dominantes de l'époque, avaient aussi généralisé la présence des arbres en alignement dans la capitale.

Les études scientifiques confirment formellement les observations du grand stratège. Les expériences sont tout aussi concluantes : seule la réintroduction massive de la nature en ville peut nous sauver de l'enfer de béton surchauffé que nous promettent les évolutions climatiques. Les besoins en îlots de fraîcheur, en zones ombragées, en espaces récréatifs et en lieux communs plaident tous en faveur d'une végétalisation sérieuse de Paris. D'ailleurs, une récente étude britannique nous apprend que Paris serait la ville la plus dangereuse d'Europe en cas de canicule...

De plus, la multiplication des espaces verts est particulièrement cruciale à proximité des établissements de santé, des hôpitaux, des maisons de repos et des lieux d'accueil pour les personnes en situation de handicap ou malades.

## Une ville bioclimatisée

Déminéraliser, végétaliser, ombrager, ouvrir et agrandir les squares, les parcs, rendre les trottoirs à la promenade et aux jeux... En fait, tous ces leviers participent à faire baisser la pollution, notamment la pollution atmosphérique. Le projet de la ville pour enfants est non seulement écologique par nature mais, en plus, il offre aux enfants un cadre qui répond à tous les défis, notamment climatiques.

Le plan local d'urbanisme de Paris prévoit que « 40 % de l'espace public sera désimperméabilisé d'ici 2050 ». Nouveau parc dans le nord-est parisien, parkings de résidences débitumés, espaces privés ouverts au public... les propositions avancées font déjà controverses. Mais s'il est vrai que le PLU bioclimatique est ambitieux, la difficulté pour

---

**« Déminéraliser, végétaliser, ombrager, ouvrir et agrandir les squares, les parcs, rendre les trottoirs à la promenade et aux jeux. »**

---

l'heure est, tout simplement, de l'appliquer ! La question est donc de trouver des financements autres que ceux issus des programmes de bureaux ou immobiliers pour la Ville.

La Ville de Paris est confrontée, comme toutes les collectivités, à une baisse des dotations d'État et parallèlement à une hausse des charges de fonctionnement. Même si les possibilités de recettes supplémentaires ne sont pas légion, il en existe tout de même. Ainsi, si **on aligne le taux de TFPB (taxe foncière sur les propriétés bâties) à 41 %** (alors qu'il est en moyenne à 43,91 % dans les grandes villes), on pourra « encaisser » 3 milliards d'euros (soit une augmentation de +1,2 milliard d'euros, ce qui représente plus de 10 % des recettes de fonctionnement totales). Il est aussi possible **de doubler le taux**

### Des nouveaux quartiers pas toujours très verts...

Une maman est venue récemment me trouver pour me dire que si elle était heureuse d'avoir pu trouver un logement social dans la ZAC Rive Gauche, une partie du 13<sup>e</sup> qui ne se trouve pas dans ma circonscription, elle regrettait que le béton soit omniprésent et que les jardins soient aussi peu nombreux, les parcs absents... Rappelons que le 13<sup>e</sup>, avec 2,3 m<sup>2</sup> d'espaces verts par habitant (en 2021) est bien loin des 10 m<sup>2</sup> d'espace vert par habitant préconisés par l'Organisation mondiale de la santé.

de **THRS (taxe d'habitation sur les résidences secondaires)** pour l'aligner sur celui de Marseille ; cela engendrerait des recettes de fonctionnement supplémentaires de 300 millions d'euros par an.

Il faut que nous soyons en capacité d'imaginer, et de porter, **une porte de Montreuil réaménagée sans bâtiments**, transformée en un immense parc-forêt. Si l'on veut vraiment un PLU bioclimatique, il faut oser la rupture. Il est par exemple nécessaire d'**arrêter de construire des bureaux** (dont plus personne n'a besoin à Paris, surtout depuis la crise sanitaire) et d'aller vers une réelle renaturation de la Ville qui ne soit pas payée par les promoteurs.

Oser, c'est aussi aller plus loin : le Plan bioclimatique prévoit de transformer le périphérique en boulevard urbain... et si on faisait plus ?

## Une forêt sur le périph'

Parfois, on rêverait d'être dans l'album d'Astérix Le Domaine des Dieux et de disposer de ces glands et autres graines traitées par le druide Panoramix qui font jaillir du sol un arbre adulte en quelques dixièmes de secondes. On pourrait alors semer à la volée des forêts partout pour reconquérir le béton, craquer l'asphalte et verdier le gris. Mais ne nous précipitons pas. Ce sont des processus qui demandent du temps et de la réflexion, ce qui n'est pas une mauvaise chose.

Au nord-ouest de Bruxelles, à Neder-Over-Hembeek, la ville de Bruxelles est en train de cultiver depuis 2013 une vaste forêt urbaine. Celle-ci s'étend déjà sur plus de 40 hectares et, chaque printemps, Bruxelles invite les citoyens à prendre une part active dans la création de ce massif forestier, sous forme de « plantation participative ». L'une des priorités du projet est de favoriser les essences d'arbres indigènes, et d'en réintroduire certaines, comme le peuplier noir. Il s'agit aussi d'entretenir des espaces marécageux et un verger afin d'améliorer encore la biodiversité de la faune autour de Bruxelles.

Mais Bruxelles, contrairement à Paris, a de l'espace. D'où cette idée **de transformer le boulevard périphérique** en « autre chose », qui commence à faire son chemin. Ce parking à ciel ouvert où les voitures s'entassent nez-à-cul sur les 40 km de route qui ceinturent Paris délimite une vraie frontière mentale et territoriale. Au-delà, c'est la banlieue, un espace que beaucoup de Parisiens connaissent moins bien que Brooklyn ou Lisbonne. Cette frontière, polluante et moche, témoignage des décennies du tout-auto, pourrait redevenir un formidable espace de conquête pour le retour de la nature en ville.

**Le périphérique comme forêt urbaine.** Pour y accueillir les rêveries des promeneurs parisiens et de la petite couronne. Pour faire le lien, au lieu de les séparer, entre les territoires et les populations, de part et d'autre de la frontière mentale. Pour y vivre, y observer et



y goûter, « grandeur nature », le processus lent et merveilleux de régénération et de réensauvagement d'un espace bétonné et artificialisé. Et y planter des milliers d'arbres : contrairement à la place de Catalogne ou le parvis de l'Hôtel de Ville, l'idée est de planter deux à trois fois plus d'arbres que sur ces places, soit au moins 300 arbres par hectare.

Comme pour les quais de Seine, on devrait pouvoir fermer rapidement et définitivement ce périph' désormais anachronique, dans un dialogue permanent et consensuel avec les villes de la petite ceinture, voire l'Île-de-France. Évidemment, il devra être absolument imperméable à toute privatisation de l'espace public. Les promoteurs ne devront aucunement bénéficier de ce nouvel espace. Le périphérique sans voiture ne sera pas une zone à construire.

L'idée est de faire du périphérique un espace sauvage, que chaque mètre de voirie devienne un espace en pleine terre prêt à accueillir une forêt, que cette ceinture se transforme en trait d'union avec la banlieue. Des expériences inspirées du communisme municipal y verront le jour : jardins ouvriers, forêts cogérées avec les habitants, espaces dédiés aux établissements scolaires ou à des clubs sportifs, tentatives de réintroduction d'un idéal autogestionnaire, etc.

En ne faisant de cette zone ni une extension de l'espace urbain ni un immense vélodrome destiné aux déplacements à vélo, les habitants actuels – qui subissent aujourd'hui de nombreuses nuisances sonores et atmosphériques – auront la chance de voir leur vie s'améliorer. Ayant souvent subi ce choix d'un lieu de vie inadapté, la collectivité doit maintenant leur accorder ce qu'elle sait faire de meilleur. Pour cela, des règles devront leur garantir la possibilité de rester vivre chez eux, même lorsque la pression immobilière s'accroîtra à mesure que les bénéfices de cet espace mieux adapté au changement climatique se feront ressentir.

---

**« Faire du périphérique un espace sauvage, que chaque mètre de voirie devienne un espace en pleine terre prêt à accueillir une forêt, que cette ceinture se transforme en trait d'union avec la banlieue. »**

---

### Des « parcs-rues »

Débitumer, végétaliser, certes. Mais il faut aller encore plus loin si l'on veut changer la Ville. L'objectif est de donner aux Parisiens une multitude de parcs en longueur, sur le même principe que les « rues aux écoles » : des lieux de rencontres, apaisés, accessibles à chacun. Là, dans ces « **Parcs-rues** », la voiture disparaît en même temps que l'asphalte, la terre revit, la ville se réensauvage.

Ces nouveaux parcs seront plus simples à mettre en place que les grands parcs urbains proposés lors des campagnes électorales – à des emplacements parfois impropres du fait de sous-sols instables ou encombrés. Il existe de nombreuses rues à Paris sans parking souterrain ou métro, où la pleine terre est accessible.

**Déployés partout où c'est possible, et non pas seulement dans les quartiers touristiques ou aisés, ces parcs-rues pourront en outre servir de base à un projet de quartier, à des organisations collectives, à une réappropriation de l'espace public par chacun.**

En particulier au service des enfants, en pensant à leurs besoins, pour apprendre à vivre la ville en toute liberté et en toute sécurité.

Et si ces espaces sont adaptés aux enfants, ils le seront également à nos anciens, et à toutes les personnes plus fragiles qui doivent voir la ville s'adapter à eux. Comme l'explique très bien l'urbaniste Madeleine Masse, en rendant la vie au dehors plus accessible à tous, on donne à chacun une capacité de sociabilisation. Les relations avec autrui seront plus simples plus calmes, car chacun est plus disponible. L'interaction n'est pas la même entre une rencontre le matin dans sa cage d'escalier et une lors d'un après-midi à jouer au parc au pied de chez soi.

C'est ça l'écologie urbaine : une ville à hauteur d'enfant, renaturée et libérée de la voiture. **Des parcs-rues comme autant de corridors écologiques et climatiques**, au cœur de la stratégie parisienne de lutte contre les pics de chaleur. Comme les cours d'immeubles, ils permettront aux appartements situés aujourd'hui en plein cœur des îlots de chaleur asphaltés de mieux respirer, de profiter de la fraîcheur des arbres. Ils seront également des leviers pour la rénovation urbaine et l'isolation thermique dans la capitale, dont l'enveloppe des immeubles représente souvent la première faiblesse.



# Des infra-structures partagées

## Un réseau de villes sœurs

Ne l'oublions jamais, le bâti urbain répond toujours à une organisation politique, à des contraintes économiques et matérielles, à des exigences sociales, à des préférences culturelles. Aujourd'hui, la forme de la ville, de ses quartiers et de ses immeubles ne peut que rompre avec la logique d'accumulation et de densification des derniers siècles, pour répondre au double défi climatique et social, enrayer les dynamiques de gentrification, de muséification. En un mot, redonner vie à la ville.



La solution passe, entre autres, par de nouvelles relations avec les « villes-à-une-heure-de-Paris » comme Chartres, Amiens, Reims, Évreux, Orléans... Ces villes périphériques, de taille moyenne pour la plupart, peinent à émerger de l'ombre écrasante de la capitale, tant que nos modèles urbains restent ceux de la concurrence des centres. Cela suppose de déconcentrer Paris pour la penser à l'échelle de l'Île-de-France, agrandie de ses départements limitrophes. Une logique inverse de celle qui préside actuellement à la mise en œuvre du Grand-Paris, faite de grands mouvements pendulaires entre les différents pôles d'une région historiquement déséquilibrée où les emplois sont à l'ouest, et les employés à l'est.

En imaginant des « coopérations décentralisées » avec ces villes, il serait possible de ralentir ces mouvements pendulaires en y créant davantage d'emplois en lien avec la capitale. Paris émettrait davantage son dynamisme économique vers d'autres territoires. Cette décentralisation positive, en particulier des activités tertiaires, doit être portée par les politiques publiques parisiennes, en lien avec ces « villes sœurs ».

## Bassins de vie parisiens

L'idée est donc de passer d'un Paris concentrique à une Île-de-France polycentrique. Il s'agit **de recentrer les activités dans ce que les écologistes appellent des « bassins de vie »**. Ce concept géographique décrit un territoire où les résidents ont accès aux services et équipements nécessaires à leur vie quotidienne, comme le travail, l'éducation, la santé et les loisirs. Dans le contexte d'une grande ville comme Paris, cette notion prend une importance particulière en raison de la densité de population et de la diversité des services disponibles. L'Insee recense près de « 58 bassins de vie » dans la région francilienne, structurant le territoire autour d'équipements spécifiques et d'une offre de services publics. Mais pour Paris, le bassin de vie ne se limite pas à la ville intra-muros. Il concerne plus de

---

## « Il faut une politique active de déconcentration des activités parisiennes. »

---

10 millions d'habitants et s'étend également à la petite couronne, voire au-delà : le quartier d'affaires de La Défense, desservi par le RER et le transilien, est un centre névralgique pour de nombreux travailleurs venant non seulement de Paris mais aussi de banlieues plus éloignées comme Cergy ou Marne-la-Vallée.

Le bassin de vie parisien est aussi lié à la présence intra-muros de la plupart des universités et grandes écoles. Les étudiants et enseignants viennent de toute l'Île-de-France, voire d'au-delà, pour profiter de ces établissements, créant ainsi un bassin de vie universitaire étendu. Il y a enfin les pôles de santé comme les hôpitaux Necker, Cochin ou la Pitié-Salpêtrière à Paris qui attirent des patients de toute la Région pour des soins spécialisés. Ces infrastructures médicales jouent un rôle crucial dans le bassin de vie en fournissant des services de santé de haute qualité.

Clairement, il ne suffira pas de penser selon les découpages déjà existants. **Il faut une politique active de déconcentration des activités parisiennes, de développement des villes-sœurs** et des interdépendances entre ces territoires.

Si on prend l'exemple de l'alimentation, il s'agirait de réfléchir à **la déconcentration du Marché d'intérêt national de Rungis** pour en redistribuer l'activité tout autour du centre parisien, avec **la multiplication de « mini-Rungis »**. Ou encore pour la santé, de développer **un réseau de lieux d'accueil hors-Paris pour recevoir les enfants, voire les seniors, dans des espaces moins urbanisés et plus sauvages de la Région**, aux moments des pics de chaleur – comme des « colonies de vacances climatiques ».

## Une autre forme urbaine

Comment habiter l'inhabitable ? Quand la ville chauffe à 50 °C, ce n'est pas seulement que l'asphalte fond et que nos cerveaux se mettent à bouillir. C'est que plus rien ne fonctionne. Ni les corps, ni les têtes, ni les cœurs. Les plus vulnérables, enfants et personnes âgées sont immédiatement menacés. Les services dysfonctionnent. Les solidarités sont mises à l'épreuve.

L'anticipation exige l'adaptation de la ville. C'est-à-dire une rénovation générale, pour isoler les bâtiments existants et améliorer leur efficacité énergétique. Mais aussi la végétalisation urbaine dont les effets sur la température, ainsi que sur la qualité de l'air sont scientifiquement prouvés. La gestion de la ressource aquatique à travers la collecte et le traitement des eaux pluviales suppose l'installation de systèmes de récupération et d'infiltration des eaux, ainsi que la désimperméabilisation des sols – par exemple, en remplaçant l'asphalte par des matériaux perméables. L'introduction de sources d'énergies renouvelables et de productions décentralisées au plus

---

**« L'anticipation exige l'adaptation de la ville. C'est-à-dire une rénovation générale, pour isoler les bâtiments existants et améliorer leur efficacité énergétique. »**

---

près des habitants permettra aussi de réduire à la fois l'empreinte carbone de la ville, sa facture énergétique et celle des résidents.

Une partie de la solution passe par **la décentralisation de la décision et la démocratisation de nos pratiques énergétiques allant jusqu'à l'autosuffisance énergétique des villes**. Comme l'île de Samsø au Danemark, la commune de Eeklo en Belgique, ou le district de Feldheim en Allemagne – autant d'expériences pionnières de démocratie énergétique dont les gains écologiques sont en outre doublés de véritables gains économiques et sociaux.

## « Ville » est un nom féminin

La ville de Vienne, bastion de gauche, social-démocrate et écologiste dans un pays dominé par les conservateurs et l'extrême-droite (toute ressemblance...) a toujours été innovante et progressiste. Dans les années 1920, elle fut pionnière dans le développement des politiques de logement social. Dans les années 1990, prenant acte que les équipements et la forme urbaine étaient principalement conçus par des hommes, élus ou experts, architectes, urbanistes pour des actifs ayant besoin de se déplacer efficacement, elle a proposé à des cabinets d'urbanistes dirigés par des femmes de repenser la ville dans une autre perspective féminine et féministe.

Il fallait ainsi prendre en compte le travail rémunéré ou non mais invisible, qui consiste à emmener les enfants au parc, s'occuper de personnes âgées ou handicapées dans leur quotidien. Des activités souvent cantonnées aux portions congrues de la ville. Ainsi, à l'occasion de la prolongation du métro, la Reumannplatz, située dans un ancien quartier ouvrier et aujourd'hui cosmopolite, a été complètement réaménagée, par un groupement de paysagistes féministes. Constituée de nombreux espaces verts, d'aires de jeux et d'une scène, d'îlots distincts équipés de bancs, de petites tables fixes pour deux ou quatre, mais aussi sur une place centrale de tables sous un préau permettant de rester à l'ombre en été, a fait l'objet d'un travail de concertation



poussé. On y trouve aussi une scène légèrement surélevée, aménagée sur l'un des côtés de la place, face à des tables et des bancs, pour permettre aux jeunes filles qui en exprimaient l'envie d'être plus visibles, en toute sécurité. La ville organise sur cette place, en été, des activités planifiées avec différents groupes.

Pour parvenir à ces petites révolutions mentales, il faut consulter et expérimenter avec les résidents. Leur montrer ce qui est possible, ce qui est potentiel, ce qu'ils peuvent désirer. C'est le passage à un **urbanisme participatif et équitable, inclusif**, où les résidents font partie du processus décisionnel.

Les projets d'adaptation climatique doivent tenir compte des besoins de tous les habitants, y compris les populations vulnérables, pour éviter une inégalité dans l'impact des changements climatiques. Vienne offre ainsi une très éloquente expérience de restitution de l'espace aux habitants. Avec des places où l'on peut s'asseoir, prendre son temps, dans les parcs, dans les rues, dans des espaces aménagés avec des buissons et des arbres.

À Ixelles, commune de Bruxelles, sur la place Eugène-Flagey, un des chantiers les plus durables de la commune, le grand espace minéral recouvrant un parking souterrain a finalement été bordé de plantations. Mais surtout, il accueille une escadre de jets d'eau dont profitent sans vergogne les enfants du quartier à chaque journée trop chaude.

Les préoccupations environnementales et le souci d'inclusion sociale se combinent pour redessiner les villes.

## Station invalides

L'inclusion est une notion qui n'est prise en compte que depuis peu. Elle concerne les enfants bien sûr, mais aussi toutes les personnes vulnérables. On peut espérer que l'engouement pour la version paralympique des Jeux parisiens aura contribué à ouvrir un peu

---

**« Si nos villes ne sont pas à hauteur d'enfant, elles le sont encore moins à hauteur de handicap. »**

---

plus, un peu mieux, les yeux sur la réalité du handicap. Cependant, pour les personnes à mobilité réduite, les épreuves de la ville durent plus longtemps qu'une simple course autour du stade. Ce sont de véritables athlètes paralympiques du quotidien.

Si nos villes ne sont pas à hauteur d'enfant, elles le sont encore moins à hauteur de handicap. Les « mutilés de guerre » ont depuis longtemps leur place réservée dans le métropolitain, au côté des « invalides civils » et des « femmes enceintes » d'ailleurs, mais là il ne s'agit plus d'accommoder quelques vétérans. Quels que soient les efforts, et ils sont nombreux depuis quelques années, entrepris pour rendre une forme de mobilité urbaine aux personnes les plus contraintes dans leurs mouvements, les politiques restent prisonnières d'une logique inadaptée – et coûteuse.

Il faut se rendre à l'évidence : les transports, leur forme et leur organisation mais aussi la voirie, les trottoirs et les espaces urbains ont tous été conçus à des époques où cette question ne se posait pas en ces termes. Ni techniques ni éthiques. D'après des calculs plus ou moins précis, il faut entre 5 et 15 millions d'euros de travaux pour équiper en ascenseurs et autres escalators une seule station du métro parisien – alors quelques millions multipliés par les 300 stations où il faut encore intervenir (les plus récentes sont souvent aux normes), ce sont des sommes colossales.

Je pense qu'on fait fausse route et qu'il faudrait plutôt revenir à l'objectif premier : **rendre leur autonomie** aux personnes dont la mobilité est réduite par leur situation de handicap. Pour ce faire,



peut-être qu'il n'est pas prioritaire de se concentrer sur le métro. **On pourrait plutôt consacrer une partie de ces ressources à développer un réseau de transports alternatifs, réellement adapté aux personnes à mobilité réduite**, ainsi qu'aux poussettes devenues massives et encombrantes. **Un réseau de surface, sécurisé, fait de tramways ou de petits véhicules électriques partagés.** Un réseau où se trouverait une présence humaine constante, pour prévenir les difficultés et accompagner les voyageurs et voyageuses, valides ou non, en situation de handicap moteur ou dotés de ce petit quelque chose en plus qui les empêche de se repérer ou de naviguer sereinement. Une autre façon de vivre la ville. À hauteur des plus vulnérables, en somme.

## La ville pour toutes et tous

Le défi du handicap dans la ville ne se résume pas aux déplacements en autonomie. Quelles qu'en soient les causes, la situation de handicap est un puissant facteur d'isolement, de relégation, de marginalisation – *a fortiori* dans une métropole. Selon les différents chiffres de la Direction de l'action sociale, de l'enfance et de la santé (DASES), de l'Atelier parisien d'urbanisme (Apur), de l'Observatoire parisien du handicap (OPH)

ainsi que ceux d'une vingtaine de partenaires, 27 140 Parisiennes et Parisiens sont bénéficiaires de l'Allocation aux adultes handicapés (AAH), soit une augmentation de 24 % depuis 2007.

Grâce à son très riche tissu associatif, Paris a les moyens de les inclure, eux et leurs proches, dans la vie et la communauté

**27 140**  
**Parisiens·nes**

sont bénéficiaires  
de l'Allocation aux  
adultes handicapés  
(AAH)



urbaines : **lieux de parole, bibliothèques vivantes, sorties en groupe, rencontres, promenades organisées en plein air essentielles à la bonne santé, à la distraction, accessibilité aux loisirs, aux sports, à la culture.** Offrir de la communauté et de la solidarité.

À Copenhague, au tournant des années 2000, une « bibliothèque vivante » a été proposée pour la première fois par une ONG, *Stop the violence*, pour amener à la réflexion sur les thématiques de violence et de racisme. Le dispositif repose sur une rencontre dans un cadre précis et structuré, entre personnes aux parcours de vie très différents, qui a eu beaucoup de succès et a très vite été repris dans de nombreux événements pour sensibiliser à différents vécus (en lien avec l'homosexualité, le handicap, le parcours de migration, etc.) et lutter contre tous les préjugés.

Autre exemple d'initiative à reproduire : à Lyon, « la pause brindille » est une communauté pour et par les jeunes aidants, basée à Lyon, destinée à soutenir « ces jeunes discrets, solidaires, essentiels pour la société et leurs proches ». Elle concerne des jeunes de 7 à 25 ans en situation d'aidant vis-à-vis d'un proche malade (maladie physique ou psychique), en situation de handicap ou d'addiction, qui se sont surnommés « les brindilles ».

Le sentiment d'appartenance à un groupe est non seulement essentiel pour l'autonomie des Parisiens en situation de handicap mental, mais également valorisante. Cette inclusion n'étant pas que professionnelle, elle peut aussi se traduire par la tenue d'événements sportifs, comme les activités proposées par la Fédération française du sport adapté (FFSA) pour tous, généralisée à l'échelle municipale, les balades organisées par arrondissement et les événements culturels.

**11 000  
demandeurs  
d'emploi**

**sont en situation  
de handicap**

Le tissu professionnel offre un autre levier d'intégration. 11 000 demandeurs d'emploi sont en situation de handicap, soit 5,5 % des demandeurs d'emploi parisiens. Leur nombre a fortement augmenté entre 2009 et 2016, plus rapidement que l'ensemble des demandeurs d'emploi (+129 % contre +23 %). En **ciblant des politiques de recrutement spécifiques** on pourra répondre à la fois aux enjeux sociaux du chômage et au projet politique d'une inclusion de toutes et tous.

**« En ciblant des politiques de recrutement spécifiques, on pourra répondre à la fois aux enjeux sociaux du chômage et au projet politique d'une inclusion de toutes et tous. »**

## Anti-social

En réalité, ce n'est pas seulement qu'il faut repenser le bâti et la forme urbaine pour répondre aux défis climatiques. C'est l'occasion de refaire de la ville un lieu de vie, un espace collectif où nous pouvons « être ensemble ». Les études montrent clairement que ce sont les communautés les plus solidaires et les plus unies qui résistent le mieux aux nouvelles contraintes climatiques. La ville nouvelle doit être le lieu où reprend vie le collectif.

Quoi de mieux pour nouer ces solidarités que les enfants ? En repensant le bâti et l'aménagement urbains à hauteur d'enfants, on change la fonction des espaces. Par exemple, les fameuses « cours-oasis » et les actions de dé-bitumisation des cours de récréation sont des pas importants déjà accomplis dans cette direction. Mais le chemin demande à être fait en entier. Car **ces cours restent des espaces sous-utilisés. Elles pourraient devenir des lieux-communs, des centres d'activité à la fois pour les familles et pour le voisinage.** C'est là que peut se renouer un lien social entre citoyens anonymes.

### Culture Relax

Il existe dans ma circonscription une association, « Culture Relax », qui propose des sorties culturelles (cinéma, théâtre...) pour tous les spectateurs quels qu'ils soient, quelles que soient leurs difficultés, leur manière de communiquer leurs émotions. La culture accessible aux personnes handicapées, dans un environnement bienveillant, doit se généraliser à tous les arrondissements.

Paris devrait obligatoirement **équiper tous ses logements sociaux de tels lieux de sociabilité comme des cuisines collectives**. Dans le même ordre d'idée, on pourrait envisager d'aménager les sous-sols des bâtiments. **Les caves parisiennes** pourraient servir à autre chose que conserver le vin ou entreposer des meubles inutiles. Pourquoi ne pas les convertir en lieux collectifs et conviviaux où se réfugier éventuellement en cas de forte chaleur ?

Tout l'enjeu est de faire en sorte que **les Parisiens puissent se réappropriier collectivement et de façon participative tous les espaces communs des immeubles, des rues, des jardins**. Sortir la ville et ses habitants de leurs habitudes individualistes et consuméristes. Investir ces espaces avec des groupes de musique, de théâtre, de spectacle de rue, d'atelier de peinture collective comme l'a expérimenté Bucarest, capitale de la Roumanie. Faire de la ville une fête, autrement que par la surconsommation d'alcool voire de psychotropes.

C'est aussi, j'en suis convaincu, un pas décisif vers une vraie politique de tranquillité publique.

## Gentrification no more

Pouvoir y circuler sans entrave, c'est pouvoir s'approprier la ville. Le premier effet des transports défaillants est une forme d'assignation à résidence qui, de territoriale, devient vite sociale. La mixité des sociabilités enfantines selon les lieux est aussi structurée par des effets de classe. Les enfants des classes moyennes-supérieures attestent ainsi de relations sociales plus mixtes que ceux des couches populaires, ou plus précisément ils tendent à cumuler des relations de différents milieux sociaux dans divers lieux.

À l'école, ils attestent de sociabilités plus mixtes que les enfants d'origine populaire. Hors de l'école, leurs relations se recentrent sur les enfants de même milieu social, et ils voient ces amis lors de leurs activités extrascolaires, parfois au parc, mais principalement dans le logement à travers des invitations croisées ; s'ils invitent également occasionnellement chez eux des enfants d'origine populaire, ils se rendent très rarement à leur domicile, révélant une importante dissymétrie sociale dans l'usage du logement. Les enfants des couches populaires, quant à eux, ont des sociabilités relativement moins mixtes à l'école que leurs camarades des couches moyennes-supérieures,

### La rénovation, un prétexte pour exclure ?

**Porte de Vanves : dans ce quartier très populaire aux bâtiments sociaux vétustes, une vaste opération de rénovation du bâti est en cours. Mais les habitantes et les habitants me disent s'y sentir peu associés. Ils ont le sentiment que ces travaux aboutiront soit à leur exclusion, soit à une augmentation insoutenable de leurs loyers. Pour eux, il s'agit d'une gentrification déguisée. Pourtant, cette rénovation, ils savent en avoir besoin, leurs logements étant souvent à la limite de l'insalubrité. Il est important que la puissance publique les rassure et leur assure que ce quartier restera populaire, avec des prestations de qualité, tant dans leurs immeubles que dans le quartier !**

et hors de l'école ils invitent moins souvent leurs amis chez eux (en raison de conditions de logement perçues comme moins favorables, voire défavorables), *a fortiori* lorsque ceux-ci sont issus des couches moyennes-supérieures. Ces enfants (et plus encore les garçons) déploient plutôt leurs sociabilités (principalement populaires) dans le parc du quartier.

Sans en faire un modèle sur tout, il y a là encore des choses intéressantes à reprendre de l'expérience viennoise : **dans les immeubles des quartiers réaménagés ces dernières années, on trouve des salles de jeux pour enfants, des cuisines collectives, des espaces de co-working... et dans les cours intérieures accessibles à tous, des tables, des hamacs, des potagers et différentes aires de jeu, du bac à sable aux gradins, en passant par des prises d'escalade. Il existe également des appartements partagés, que les habitants peuvent louer pour y héberger des amis ou de la famille de passage.** L'occasion de rappeler qu'il faut impérativement que les bailleurs sociaux parisiens fassent leur révolution et multiplient eux aussi ces bâtiments partagés qui sont également une réponse à la solitude des personnes âgées.



# Des mobilités réinventées

## Un espace sécurisé

L'enfant, dans les projets d'aménagement urbain, reste fréquemment considéré comme un « accessoire » du monde des adultes, dont l'hétérogénéité et la diversité sont à leur tour ignorés. Des dispositifs spatiaux conçus pour l'enfance, tels les cours d'école et les équipements de jeux, révèlent souvent une difficulté à prendre en compte les aspects évolutifs et imprévisibles de la vie urbaine : tout s'y rapporte à des comportements attendus et à l'exigence du moindre risque. Or les enfants, de tempérament ludique, ne se conforment que rarement, et certainement moins que les adultes, à des usages attendus.



Chez les concepteurs des espaces urbains, l'enfant apparaît souvent dans un argumentaire visant à légitimer a posteriori une proposition d'aménagement dans laquelle sa place est pourtant négligeable. Le discours se référant à l'enfant peut ainsi prétexter un aménagement attentif à cet usager jugé vulnérable, ou encore argumenter une proposition rassurante car attentive aux dangers censés le guetter lorsqu'il échappe au contrôle des adultes. Ces discours véhiculent des représentations préconçues de l'enfant qui ne considèrent chez lui que sa dimension d'être fragile, inattentif et turbulent. De façon générale, ce dernier est avant tout considéré par le travail de conception comme une source de contraintes.

---

**« Piétonner les accès logements-écoles, densifier la fréquence et renforcer la sécurité des transports publics. »**

---

Il y a environ un siècle, d'abord aux États-Unis, puis en Europe occidentale, l'automobile et ses industriels ont entrepris la conquête de nos espaces urbains, chassant les tramways, élargissant les rues, réduisant les trottoirs et la place des piétons – et causant d'ailleurs de nombreux accidents, dont les enfants, habitués à jouer dans les rues, étaient les principales victimes. Nos villes ne sont pas faites pour eux. Elles sont plutôt aménagées pour circuler, pour être efficaces. Elles servent la machine productive. Elles ont été réaménagées et reconstruites pour les heures de pointe du matin et du soir et les trajets domicile-travail qui sont les plus longs en France et dans toute l'Europe (1H12 par jour par habitant en moyenne). À coup de voies sur berge comme à Paris, d'autoroutes pénétrantes comme à Marseille, de traversantes comme à Lyon, de périphériques intérieurs, comme à Bruxelles... Car tout est évidemment conçu autour de la voiture.

Les enfants, eux, n'y circulent quasiment plus seuls. Ils ont moins d'espaces dédiés et agréables pour se déplacer, jouer, aller voir leurs copains. Ils sont souvent assignés à résidence, dans un espace clos, soit à l'école, soit à la maison. Ils ont perdu en autonomie.

La plus importante des révolutions à mettre en œuvre sera évidemment **de repousser au maximum le danger que représente la circulation automobile pour les enfants. Piétonner les accès logements-écoles, densifier la fréquence et renforcer la sécurité des transports publics.**

Ainsi, la réduction de la voiture à Paris permettrait aussi **de supprimer des places de stationnement, libérant ainsi des espaces publics pour des usages sociaux, culturels et économiques.** Pour que cela se fasse en bonne intelligence, comme cette expérience a été menée à Amsterdam, il serait intéressant de créer des comités consultatifs composés de représentants des riverains, des commerçants, des associations et d'experts. À eux de décider des endroits où il convient de supprimer ces places et de proposer des idées pour réaménager ces zones : plantation d'arbres, zones de jeux, de convivialité...

## Multimodal

Les mobilités sont absolument centrales dans la vie urbaine. Elles sont comme la circulation du sang dans le système sanguin, les obstacles, les congestions, les changements de gabarits peuvent être de redoutables menaces sur la santé de la ville. Et sur celle de ses habitants. L'exaspération et la fatigue sont liées aussi aux problèmes de transports.

La nécessité de décarboner notre mix énergétique et en particulier nos modes de transports constitue un levier très efficace pour transformer nos pratiques et par conséquent, la forme de la ville. Mais la première des mobilités est d'abord celle de nos jambes. Avec ses 6 500 rues, avenues, places, impasses ou autres promenades, la capitale compte

## « Revendiquons le droit à flâner le nez en l'air sans risquer de se retrouver sous les roues d'une voiture. »

près de 1 600 km de voies pour 2 900 km de trottoirs. Le premier mode de déplacement y est la marche, qui assure 40 % des trajets quotidiens, qu'ils soient internes à Paris ou entre Paris et sa banlieue. En surface, elle représente 75 % des déplacements.

Revendiquons le droit à flâner le nez en l'air sans risquer de se retrouver sous les roues d'une voiture. **Multiplions les bancs ou encore les petites tables pour échanger.** L'aménagement des trottoirs et la priorité aux piétons doivent permettre de rendre la ville à ses habitants. Ensuite, la réduction de la dépendance aux voitures à combustion interne est évidemment un autre axe majeur. Paris cherche à promouvoir les transports en commun, les infrastructures pour les vélos, et les zones piétonnes. L'élargissement des pistes cyclables, l'amélioration des transports en commun et l'encouragement des mobilités alternatives, au premier rang desquelles la marche, sont au cœur des stratégies du futur.

Mais les politiques de transport ne sont évidemment pas limitées à l'hypercentre parisien. C'est l'un des problèmes majeurs des initiatives en ce domaine. Pour bénéficier qu'elle soit sur la qualité de l'air ou le stress des riverains, la fermeture des voies sur berge n'a pas été sans une incidence indésirable sur

**40 % des trajets  
quotidiens**

**se font en marchant**

le trafic entre la banlieue et Paris. Centre politique, administratif et culturel de la France, la capitale est le point nodal d'un réseau de transports ferroviaires et routiers en étoile qui n'a que très récemment commencé à développer des trajets permettant d'éviter l'étape parisienne. Cette construction en rayons se retrouve jusqu'à la caricature dans le réseau de transports métropolitain de l'Île-de-France dont Paris est le point de rencontre incontournable – jusqu'à l'absurde de la station labyrinthique et démesurée de Châtelet-les-Halles. Entre ses étalements urbains résidentiels et ses concentrations des emplois dans des zones très limitées, la région Ile-de-France est un modèle d'équilibres précaires où tout dépend de la régularité et de la fiabilité de quelques lignes de transports stratégiques et de quelques axes routiers très vite saturés.

Là aussi, malgré les efforts, les radiales et les liaisons de banlieues à banlieues restent encore insuffisantes ou au stade embryonnaire. Pour Paris, la question des transports et de la mobilité ne peut pas se penser en dehors de sa dimension élargie au reste de la Région.

## À bicyclette

La reconquête de l'espace urbain au détriment des véhicules thermiques se fera aussi évidemment par le vélo. Car la voiture a tout, ou presque, contre elle : du coût exorbitant pour les ménages (l'un des premiers postes de dépense) à la mobilisation de l'espace public (50 à 80 % de la surface en ville y étant dédiée), en passant par les émissions de gaz à effet de serre, pollution de l'air, nuisances sonores et dépendance aux ressources fossiles, inhérents aux motorisations thermiques.

Les plans pour rendre la ville 100 % cyclables ont le grand mérite d'exister. La révolution cycliste impulsée par la Mairie commence à porter ses fruits : selon une étude récente de l'Institut Paris Région, les vélos dépassent désormais les voitures comme moyen de transport



dans Paris intra-muros, avec 11,2 % des déplacements, contre 4,3 % en voiture. Il en va de même des échanges entre la capitale et la petite couronne, avec 14 % des trajets effectués à vélo et 11,8 % en voiture.

Le vélo tient une place essentielle dans le développement d'un Paris sans voiture. C'est pour cette raison qu'il faut **un réseau de vélos partagés**. « Partagé », j'insiste. Parce que, d'une part, tout le monde ne dispose pas du pouvoir d'achat suffisant pour posséder un vélo, mais aussi parce que toute le monde ne l'utilise pas toujours, parce qu'il peut poser des problèmes de place dans les immeubles ou de sécurisation sur la voie publique. Partagé enfin, parce que le modèle du véhicule individuel privé a vocation à devenir non plus la règle, mais l'exception.

Mais l'expérience passée du Vélib' parisien plaide pour une révision du service d'offre de vélos partagés. La déresponsabilisation publique au profit d'un opérateur privé, une tarification opaque, l'absence de rangements pour les Vélib', de places suffisantes pour les restituer et surtout de répartition équilibrée entre les espaces de la ville ont fortement entamé la viabilité, et donc la crédibilité de cette offre de libre-service. Les actes de vandalisme et le mépris du matériel ont aussi leur coût. C'est regrettable mais ce n'est pas une fatalité. Il y a là un levier réel pour nous éduquer collectivement à partager et à prendre soin de ce qui est public.

Je pense que la solution passe par **une municipalisation du service**, c'est-à-dire le retour de **la gestion du Vélib' entre les mains de la Ville**. À Barcelone, le réseau de vélos en libre-service a été totalement municipalisé et fonctionne plutôt bien, pour un coût maîtrisé, même s'il rencontre des problèmes de manque de place dans les stations à certains moments comme à Paris. Il s'agit d'un exemple à reprendre et à développer pour faire du vélo

**11,2 %  
des trajets  
dans Paris  
se font à vélo**

## « Le modèle du véhicule individuel privé a vocation à devenir non plus la règle, mais l'exception »

en libre-service un moyen de mobilité crédible et agréable pour les habitants, et notamment les enfants.

La municipalisation permettrait en plus de mettre en cohérence les différents domaines d'action de la ville qui touchent au vélo :

- l'urbanisme avec l'installation de pistes cyclables entièrement sécurisées dans l'ensemble des rues de Paris, et adaptées notamment aux enfants ;
- l'inclusion et l'enfance, avec le développement de véhicules en libre-service adaptés aux personnes de plus petites tailles et notamment les enfants avec des vélos plus petits, et d'autres accompagnés d'un siège sécurisé pour un enfant, etc. ;
- le sport et la culture, avec des balades collectives organisées par la municipalité, adaptées tantôt aux enfants, tantôt aux plus sportifs, afin de favoriser la cohésion entre les habitants et ainsi développer le modèle des bassins de vie.

En outre, les infrastructures restent encore très insuffisamment sécurisées, si l'on se met à hauteur d'enfant, justement. En finir avec les SUVs devrait être une évidence, quand la hauteur de ces mastodontes va jusqu'à cacher les enfants qui traversent – sans parler des violences que cela génère, tragiquement illustrées par le meurtre absurde d'un cycliste suite à une terrible dispute.



Dans Paris intramuros, il est possible de se débrouiller sans aucune voiture, mais dans la proche banlieue les véhicules sont encore souvent indispensables. L'objectif serait donc de ne **mettre sur nos routes que des gabarits intermédiaires entre le vélo et la voiture**. Mais c'est une offre de services qui pour le moment n'existe presque pas, l'industrie automobile préférant continuer sur des modèles de plus en plus lourds. Pourtant, les études scientifiques le martèlent depuis des années, il ne suffit pas de passer les motorisations à l'électrique : il faut aussi réduire la masse des véhicules. Moins de masse, c'est moins de matière mobilisée (en l'occurrence, moins de métaux : cuivre, cobalt, lithium), moins d'énergie consommée, mais aussi un coût de construction moins élevé et des dégâts moins graves en cas d'accident.

« Dans Paris intramuros, il est possible de se débrouiller sans aucune voiture, mais dans la proche banlieue les véhicules sont encore souvent indispensables. »

Cette sobriété est nécessaire, que ce soit pour la sécurité de nos enfants ou pour limiter les besoins en métaux qu'on irait extraire à l'autre bout du monde. **La solution passe donc par de petits véhicules et un cœur de Paris à vélo, et à pied**. Déployons de grandes magistrales piétonnes sur les grands axes structurants pour redonner de l'espace et du souffle à nos lieux historiques. Puis travaillons l'éclairage des espaces publics (avec un éclairage à 360 degrés), des lieux de pause et de repos, et enfin la mise en place de micro-aménagements – des solutions simples et généralement temporaires, pour faciliter le quotidien des piétons, **avec par exemple des cheminements pédestres balisés**.

La reconquête de l'espace urbain au détriment des véhicules thermiques doit donc s'intensifier.



## En Seine

Paris, c'est la Seine. Le grandiose un peu kitsch de la cérémonie d'ouverture des JO l'a rappelé, au cas où cette identité entre la ville et son fleuve aurait pu échapper au public. Jadis, la Seine était considérée comme sacrée par des druides et donc décrétée supérieure aux autres. La rivière Sequana, son nom latin, a été élevée au rang de divinité par les Romains.

Paris s'est développée grâce à son fleuve et à l'activité de transport qu'il permettait. Ce n'est évidemment pas une coïncidence si les quartiers ouvriers et populaires se trouvent dans les premiers espaces desservis par le fleuve après sa confluence avec la Marne, dans l'est et le sud-est parisien. C'est là qu'atterrissaient, littéralement, et embarquaient les transports de pondéreux et de matériaux.

Jusque dans les années 1930, la Seine était un élément structurant de l'économie parisienne. Aujourd'hui, elle sert surtout à séparer la rive gauche et la rive droite, y compris dans les têtes de certains Parisiens endurcis qui ne s'imaginent plus la franchir. La traversée de Paris par la Seine en fait un atout économique, tant pour les activités touristiques que pour le commerce et les transports. Mais la navigation sur le fleuve reste sous-exploitée, sous la concurrence du transport routier de marchandises, soit plus pratique et plus rapide. Cependant, parti de peu, le transport fluvial de conteneurs continue à se développer et représente le troisième secteur d'activité des transports sur le bassin de la Seine. C'est une tendance qu'il faut cultiver et encourager, tout en tenant compte des sécheresses qui affectent l'été le transport sur nos fleuves.

Le fleuve donne vie à sa ville. L'été, il nous donne sa fraîcheur. L'hiver, sa douceur. Mais il faut en prendre soin. Paris ne peut pas tourner le dos à son eau. Rendons leur Seine aux Parisiens et aux Franciliens. Pas seulement ses berges, transformées occasionnellement en plage ou en héritière chic des guinguettes populaires de la Marne ou de l'Oise, mais l'ensemble de la rivière. Avec **des quais renaturés, potentiellement inondables** pour les rendre plus vivants – comme les aménagements des berges-est de la Vistule à Varsovie.

On pourrait aussi **remultiplier les petits ports sur les quais**, et y développer une navigation comme à Amsterdam. Les quelques stations de bateau-bus restent anecdotiques. Il y a pourtant un réseau des canaux parisiens, long de 130 km, qui permet d'étendre la portée du **transport de marchandises acheminées par bateau**. Ce réseau représente un potentiel très stimulant de développement du trafic commercial des biens pour favoriser le « dernier kilomètre » qui reste le plus coûteux dans les calculs logistiques. Mais aussi les déplacements des passagers, pour rejoindre par exemple les boucles du Val-d'Oise, ou du Val-de-Marne.



5

# Le logement, première priorité

## La racine du mal

Le fond du problème, bien sûr, c'est le foncier. Même enfouie sous des couches de béton ou surélevée de plusieurs étages, le prix de la terre, à Paris est la cause majeure des problèmes d'urbanisme, des dynamiques de gentrification et des difficultés d'accessibilité au logement.

La hausse spectaculaire des prix au mètre carré, tant pour les logements que pour les espaces commerciaux, soulève des questions cruciales quant à la possible maîtrise du foncier par la Ville de Paris ainsi que ses conséquences sur le marché immobilier, les prix des logements, des commerces et *in fine* des biens de première nécessité, notamment l'alimentation. En parallèle, la spéculation immobilière, particulièrement sur les logements vacants et bureaux inoccupés, joue un rôle significatif dans la dynamique haussière, exacerbant les tensions sur le marché.



Outre la gentrification sociale, pour les commerces, en particulier les petits commerces de proximité, le coût élevé des loyers commerciaux, souvent indexé sur les prix fonciers, engendre des difficultés économiques. De nombreux commerces ferment ou sont remplacés par des chaînes ou des enseignes de luxe, modifiant le tissu commercial et réduisant l'accès des habitants à des services de base et des produits alimentaires à prix abordables. Alors que les prix du marché découragent toute politique d'acquisition de terrains pour des projets publics, sociaux, ou de rénovation urbaine, comment la municipalité peut-elle espérer contrôler cette flambée incendiaire ? En l'absence de moyens budgétaires suffisants, c'est probablement dans la fiscalité que se trouvent les réponses. En taxant les biens inoccupés par exemple, et tout particulièrement les près de 4 millions de mètres carrés de **bureaux vacants** sur la ville et la Région pour dissuader les opérations spéculatives ! Il est aussi souhaitable de **taxer plus fortement les propriétaires des près de 19 000 logements** inoccupés depuis plus de deux ans **ainsi que les propriétaires des 134 000 résidences secondaires et logements occasionnels**.

Le stock d'annonces d'appartements à louer a considérablement baissé : -74 % sur trois ans ! Nous devons donc tout faire pour remettre sur le marché des logements à la location, sans oublier les petits propriétaires – et non pas les maxi-propriétaires de plus de 5 appartements qui détiennent tout de même près d'un logement

**4 millions  
de mètres  
carrés**

**de bureaux  
vacants dans  
Paris et sa région**

**« En l'absence de moyens budgétaires suffisants, c'est probablement dans la fiscalité que se trouvent les réponses. »**

de particuliers sur deux. Pour éviter la concentration, justement, il faut soutenir les petits propriétaires, notamment pour les aider à rénover leurs appartements trop vétustes.

## **Décotations**

Il est donc urgent d'enrayer les phénomènes de gentrification, ce phénomène qui voit le remplacement des habitants modestes d'un quartier par des couches de populations plus aisées. Mais sauf à renier nos libertés, on ne résoudra pas les questions de mixité par des politiques autoritaires. Destinées à offrir des habitations à des loyers abordables pour les ménages aux revenus modestes ou intermédiaires, les politiques du logement social sont le principal levier au service de la mixité sociale. Mais en plus des réticences des riverains, elles ont fini par atteindre leurs limites ces dernières années. Les tensions sur le marché immobilier et les besoins financiers des bailleurs sociaux ont parfois poussées à un sur-classement des logements sociaux.

Ainsi, sur Paris, il y a plus de 25 % de logements sociaux enregistrés, au sein desquels on trouve de nombreuses disparités : en effet, 71 % des demandeurs franciliens déclarent des ressources leur permettant de prétendre à un logement de type PLAI (max. 6,48 €/m<sup>2</sup> en 2023), tandis que 21 % déclarent des ressources leur permettant d'entrer dans un logement PLUS (max. 7,27 €/m<sup>2</sup> en 2023), enfin ils sont seulement 7 % à pouvoir prétendre à un logement social PLS et PLI (max. 14,18 €/m<sup>2</sup> en 2023).

Or, de 2001 à 2023 sur Paris, 123 868 logements ont été financés pour 27 % de PLAI, 42 % de PLUS et 31 % de PLS et PLI. Les constructions de logements sociaux ne correspondent donc pas aux besoins et à la situation sociale des demandeurs mais répondent uniquement à des logiques financières. De plus, l'ensemble des bailleurs affirment qu'ils sont dans l'incapacité de fournir les efforts en matière d'entretien



du parc immobilier. Pire encore, ils affirment ne disposer d'aucune marge de manœuvre pour répondre aux enjeux indispensables de la rénovation thermique.

Il n'y a pas de réponse parfaite, mais pour débloquer cette situation intenable, on pourrait envisager de « **décoter** » **les programmes**, une fois leur financement achevé, c'est-à-dire à la fin du prêt. C'est un processus réglementaire, et réglementé, qui consiste à **changer le statut d'un logement pour le faire passer d'une catégorie à une autre**, par exemple d'un Prêt Locatif Intermédiaire (PLI) à un Prêt Locatif Social (PLS). Ainsi, on augmente le parc immobilier social sans densifier le bâti, tout en garantissant l'accès au logement des classes moyennes et populaires, celles à la fois trop aisées pour prétendre aux aides sociales mais pour autant trop modestes pour les loyers parisiens. Pour faire bref et simple, il s'agirait, une fois le coût du logement « remboursé » au propriétaire-bailleur, de le changer de catégorie lorsqu'un locataire libère le logement. Cela permettrait de le louer à un prix inférieur à des personnes ayant moins de ressources.

## Priorités populaires

Un autre des leviers que la Ville pourrait également envisager pour garantir une certaine mixité sociale et freiner la gentrification, serait **d'accorder un meilleur accès aux logements sociaux aux « employés parisiens »**, et quelques facilités d'accès à certains services, en particulier ceux qui concernent les enfants.

**La justification d'un emploi à Paris permettrait d'être prioritaire pour un logement sur la capitale**, pour habiter au plus près de son travail, en particulier pour les fameux « premiers de corvée » que la crise sanitaire nous a collectivement fait redécouvrir — et si vite oublier. Ces infirmiers et infirmières qui prennent soin de nous pour des salaires trop modestes pour se loger dans le cœur de la ville. Ces femmes de ménages, ces éboueurs, ces employés de

la propreté urbaine, indispensables à l'hygiène donc à la santé de la ville, mais qui vivent loin, jusqu'à deux heures de transports de leur lieu de travail. Ces fonctionnaires, enseignants, policiers, ou autres, dont le traitement est trop faible pour prétendre aux loyers parisiens. Faisons-leur une place plus grande que celle qui leur est faite aujourd'hui en leur réservant encore davantage de logements, et pourquoi pas en y ajoutant par exemple des appartements se trouvant dans les anciennes écoles qui ne conviennent plus pour l'accueil des enfants ou dans les appartements non rénovés des écoles. Ou bien dans ceux où il reste tant de logements de fonction désertés par la fin des concierges ?

Alternativement, voire en complément, la Ville pourrait aussi offrir des places prioritaires en crèche, voire dans les écoles parisiennes, pour les employés parisiens qui ne vivent pas dans la capitale : cela leur permettrait de ne pas avoir à courir pour déposer leurs enfants avant d'effectuer leur trajet quotidien vers le travail. Outre le gain de stress organisationnel, cela leur permettrait de prolonger aussi le temps familial et les échanges avec leurs enfants et... de ne pas fermer de classes à Paris.

### Rapprocher le logement du lieu de travail

Lors de la mobilisation contre la réforme des retraites, j'ai croisé la route de nombreux éboueurs, à Ivry-sur-Seine. J'ai échangé avec une personne qui avait dû s'installer en Normandie, à 1h30 de Paris avec sa famille. Ce monsieur assurait sa mobilité en voiture, car il était installé loin d'une gare. Mais avec la hausse du plein d'essence, il avait fait le choix de rester sur Paris la semaine et de dormir... dans sa voiture !

## Cohabitations

Nous devons impérativement (ré)apprendre à vivre ensemble. La bonne nouvelle est que le processus de gentrification est progressif et se fait par étapes. Dont les premières sont d'ailleurs porteuses d'une forme de mixité sociale. Mais quand les points d'équilibre sont rompus, l'homogénéisation sociale par le haut s'accélère et très vite, ce sont aussi les classes moyennes qui se retrouvent chassées du quartier, à mesure que le coût du logement augmente. La gentrification parisienne est menée tambour battant par la hausse de l'immobilier. Et lorsque la classe supérieure nationale touche les limites de son pouvoir d'achat, la dernière étape, mondiale, de la gentrification s'ouvre : ce sont les oligarques russes, les émirs qataris, les avocats new yorkais ou les stars du cinéma mondial qui viennent maintenir la pression haussière du marché.

---

**« C'est dans le logement social que doit se vivre la mixité. Il faut y accueillir encore plus de résidents issus des classes moyennes. »**

---

La tentation de l'encadrement des loyers est forte, mais les retours d'expérience montrent d'abord que l'effet en est temporaire et surtout que le phénomène de rattrapage peut être assez brutal pour les locataires. On pourra bien sûr jouer sur l'offre, en augmentant le parc du logement social de la Ville à disposition. Mais là encore, les expériences montrent qu'il faudra réfléchir à d'autres dispositifs complémentaires... peut-être des zones franches, ou des garanties publiques pour éviter les discriminations à la location, ou encore des incitations motivées par l'accès à des avantages en nature.

Et surtout, changer les critères d'attribution. C'est dans le logement social que doit se vivre la mixité. Autrement dit, il faut y accueillir encore plus de résidents issus des classes moyennes. On devra ainsi revenir sur la « loi Cosse » et reconditionner les « surloyers » appliqués en cas de dépassement des conditions de salaire. Pourquoi, par exemple, ne pas les suspendre pour les personnes de plus de 65 ans qui hébergent des étudiants.

Pour préserver cette richesse de la mixité sociale et culturelle, il faut donc une politique active de logement social qui privilégie d'abord les familles. Mais pour régler en partie la pénurie des logements il faudra développer des politiques audacieuses et nouvelles. Comme **le logement en cohabitation intergénérationnel, ou encore l'habitat partagé et participatif.**



## Airbnb n'est plus ton ami

Paris est une ville où les jeunes ne restent pas.

Outre le débat sur la densification, l'une des clés est aussi dans la fluidité du marché locatif. L'accès au logement est considérablement compliqué, surtout pour les plus jeunes ou les familles, par un marché très rigide où les propriétaires cherchent à se garantir contre des locataires particulièrement bien protégés par le droit. En outre, ce marché voit chaque année environ 25 000 logements soustraits à l'offre, car les propriétaires préfèrent en faire une location meublée de courte durée. La plateforme Airbnb est devenue le cauchemar non seulement de l'industrie touristique, mais aussi des politiques publiques.

L'interdire comme à Barcelone pourrait faire partie des solutions. Mais elle ne répondrait qu'à une partie du problème, la concurrence déloyale qui plombe l'industrie hôtelière. Après tout, quand elle n'est pas au service d'agences immobilières rapaces qui exploitent leur parc dans la location à courte durée, l'appli Airbnb permet quand même à des foyers plus modestes, souvent jeunes, de compléter leurs revenus par des rentrées ponctuelles et, en contrepartie, à des visiteurs modestes de visiter notre capitale.

---

**« Paris est une ville  
où les jeunes  
ne restent pas. »**

---

Alors pour le réguler, on pourrait justement en faire la principale condition d'accès. S'inspirer de ce que la ville de New York a établi : on n'y peut désormais **louer un bien Airbnb qu'à la condition que le loueur y vive et que cela soit son habitation principale**. On reviendrait ainsi vers l'esprit initial « Airbnb », qui était de développer les échanges entre locaux et touristes, de permettre à des visiteurs de découvrir une ville avec ses habitants. Mais surtout cela remettrait nombre de logements sur le marché de la location à l'année.

### Des solutions pour nos étudiants

Alors, faut-il construire des dizaines de Cité-U ? Rien n'est moins sûr. Plutôt que la coûteuse et contestable multiplication de quartiers-dortoirs c'est une autre façon d'habiter qu'il faut promouvoir. La colocation est la solution. Comme à Bruxelles ou à Berlin, où d'ailleurs le cadre législatif n'est pas toujours suffisant.

À Paris, au lieu de densifier, le partage de l'espace est la façon la plus économique, la plus écologique et la plus conviviale de répondre au défi du logement étudiant. C'est pourquoi il faut l'encadrer (ce que permet déjà la loi) mais aussi la diffuser et la rendre accessible. Outre la communication et le développement de plateformes sécurisées, pour garantir la tranquillité des usagers, en particulier des jeunes femmes, la municipalité peut agir sur les cautions locatives. Ainsi, le dispositif Visale, qui sert de garant aux étudiants en Île-de-France se limite aux baux individuels et son plafond (800 €) est trop modeste au regard des prix du marché. Il faudrait donc le compléter pour les loyers qui dépassent ce plafond et surtout étendre l'offre de garantie aux colocations solidaires. À travers ces initiatives, qui n'ont pas nécessairement vocation à se limiter aux étudiants, Paris poursuivrait une politique unique, et pionnière, d'une municipalité qui répond aux défis sociaux et écologiques par l'incitation et sans la contrainte.

## Magistères et escoliers

Avec Bologne, Oxford et Cambridge, Paris est l'un des berceaux de l'université. Fondée au XIII<sup>e</sup> siècle sur la rive gauche, au flanc de la montagne Sainte-Geneviève, sainte patronne de la capitale, la Sorbonne devient vite l'un des phares intellectuels de la chrétienté – le nom médiéval de l'Europe. Ses grands maîtres comme Pierre Abélard animent le débat philosophique médiéval. Paris rayonne comme un grand centre culturel et scientifique en Europe, et son université exerce une véritable autorité intellectuelle et morale au cœur des plus grands événements politiques de l'époque. On y enseigne la théologie, la rhétorique, le droit, la médecine, les arts. Les étudiants s'y pressent de toute l'Europe. Ils logent autour de leur université, et parlent entre eux une langue commune, celle dans laquelle ils suivent les enseignements. C'est la naissance du « quartier latin ».

Aujourd'hui, Paris est la première ville étudiante de France et l'une des plus grandes au niveau mondial. Venus de la France et du monde entier, 765 000 jeunes étudient dans l'agglomération dont 392 000 à Paris même. C'est plus que la population de grandes villes françaises comme Nantes ou Strasbourg. Pourtant, il y a peu de politiques publiques dédiées aux besoins spécifiques des étudiants. Leur premier problème et le plus pressant, c'est le logement. Plus de 1 000 candidatures pour 14 m<sup>2</sup> à plus de 710 euros, par exemple : avec une telle demande et un parc très limité, la pression est insurmontable. Les loyers sont inabordables, et la régulation des locations temporaires et d'Airbnb n'y suffira pas.



# Un Paris inclusif et solidaire

## « Bars à lait » pour cantines du soir

Il existe, encore aujourd'hui, à Varsovie une institution que ni l'occupation russe, ni l'autoritarisme des années 1930, ni la guerre et la destruction de la ville par les nazis, ni la dictature du général Jaruzelski, ni le capitalisme triomphant d'après 1989 n'auront déracinée. Les *bar mleczny* varsoviens (bars à lait) sont nés d'une initiative caritative du christianisme social à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, lancée par un riche éleveur, membre de la noblesse terrienne polonaise. Véritables cantines populaires, ces petits restaurants offrent des menus fixes – à l'origine à base de produits laitiers, d'où leur nom – à des prix administrés et plafonnés par l'État qui les avait nationalisés dès l'entre-deux-guerres. La fin du régime communiste et la ruée sur les fast-food occidentaux en ont considérablement réduit le nombre, mais ils restent des lieux de sociabilité populaire où l'on peut dîner pour une poignée d'euros.



Nous aurions bien besoin de lieux comparables à Paris, pour restaurer non seulement les gens, mais aussi la mixité et le lien social. Dans la logique de faire des écoles des lieux de vie partagée, **on pourrait mettre en place un service de repas, dans les cantines scolaires, à destination des enfants, des parents et des habitants du quartier, le soir et le week-end.** En mettant ainsi l'école au cœur de la vie locale, on répond aux défis de la cohésion sociale, on crée des espaces communs aux générations, on lutte contre l'isolement des personnes âgées, des étudiants et des familles monoparentales.

Et puis, pour compenser le statut précaire des personnels de la Ville de Paris, qui sont par ailleurs souvent des femmes d'origine modeste, ces repas du soir permettent également de compléter leurs heures d'emploi pour arriver à un temps plein. Socialement utile, ce dispositif permettrait en outre de faire de la commande publique un levier efficace de transformation de notre système agricole pour favoriser des productions biologiques, locales et les liens entre la ville et sa campagne.

### La cantine du soir dans les écoles

Une conversation avec un jeune étudiant de ma circonscription m'a fait comprendre que dans un contexte où de nombreux restaurants CROUS ont fermé à Paris (restaurant Tolbiac dans le 13<sup>e</sup> arrondissement), la mise en place de ce dispositif permettrait de créer des lieux de restauration supplémentaires pour les étudiants.

---

« Si l'on veut éviter que Paris ne se transforme en simple lieu d'activité marchande, boutique de souvenirs pour musée urbain ou décor luxueux pour conseils d'administration du CAC 40, il faut aussi repenser la place du travail – et la " valeur travail ". »

---

## De la fourmière à la ruche

Nos sociétés modernes, comme nos villes, sont bâties sur l'exigence de productivité marchande. La place et la dignité des individus sont directement indexées sur leur insertion et leur contribution à l'économie productive. Pourtant de vastes secteurs d'activité restent en dehors de cette étroite définition de la valeur. Les tâches domestiques et le soin des autres, qu'il s'agisse de nos anciens ou de nos enfants, n'y entrent pas – sauf quand elles sont déléguées sous la forme d'un service payant. L'investissement bénévole dans l'aide aux devoirs ou l'aide-ménagère, dans la restauration de l'environnement ou la convivialité de quartier reposent entièrement sur la bonne volonté et le temps libre des personnes qui s'engagent.

Toutes ces activités non rémunérées sont bien plus précieuses et essentielles pour la communauté et le bien-être de toutes et tous que le trading à haute fréquence ou la manufacture d'objets inutiles. Elles entretiennent et maintiennent les liens entre nous. Elles permettent de se reposer les uns sur les autres en toute solidarité. Elles nous rendent plus humain. Si l'on veut éviter que Paris ne se transforme en simple lieu d'activité marchande, boutique de souvenirs pour musée urbain ou décor luxueux pour conseils d'administration du CAC 40, il faut aussi repenser la place du travail – et la « valeur travail ». Proposée

par Bernard Stiegler, l'idée est de valoriser toutes les contributions de chacune et chacun à la communauté, sur le modèle des intermittents du spectacle. Il s'agit de rémunérer non pas l'emploi, marchand, mais le travail au sens large – celui qu'on ne compte jamais dans les agrégats de Bercy : l'éducation des enfants, le soin des aînés, le bénévolat informel des entraides de quartier, le bénévolat formel des associatifs, les aspirations artistiques, la contribution quotidienne à la beauté et l'harmonie du monde.

Comme le décrivait le regretté Stiegler lui-même, il s'agit d'un « **revenu conditionnel, qu'on ne peut renouveler, comme on le dit chez les intermittents, qu'à la condition de "recharger" ses droits grâce à l'acquisition mais aussi à la transmission de savoirs, savoir-faire et savoir-être** ». Dans l'expérimentation menée depuis 2020 avec le territoire de Plaine Commune, en Seine-Saint-Denis, le « **revenu contributif** » s'appuie aussi sur une appropriation encadrée et volontaire des technologies numériques. Pour les responsables de ce programme, il s'agit d'expérimenter de nouvelles architectures de réseaux et de nouvelles pratiques productrices de savoirs, savoir-faire et savoir-être, et développer toutes les contributions au bien commun. En fait, en nous permettant de prendre acte de « la fin de l'emploi », la numérisation du monde nous offre aussi la possibilité de mieux comprendre la valeur sociale du travail, dégagée de sa valeur marchande. C'est une proposition de rupture avec les logiques capitalistes d'exploitation des travailleurs et d'extraction de la plus-value. **Paris pourrait devenir un laboratoire de la société contributive**, en métamorphose vers la « société pollen » que décrivait l'économiste Yann Moulier-Boutang.

## Rêves olympiques

Au Danemark, et en particulier à Copenhague, les écoles sont de vrais lieux de vie, des lieux communs où se renforcent les solidarités et les liens communautaires. Le soir, le week-end, des activités y sont

organisées. La communauté éducative, le voisinage, se rassemblent autour du lieu le plus signifiant de nos sociétés sécularisées : l'école. Symbole d'avenir et du bien commun. On y joue aussi.

Jouer dans les parcs, dans les squares, dans les forêts urbaines, dans les rues piétonnisées aux abords des écoles, dans les cour-oasis, dans toute la ville. Un rêve olympique ? Ce que les Jeux Olympiques et Paralympiques de cet été auront consacré, avec un succès réel, c'est l'image sportive que Paris aime se donner – un siècle après les Chariots de feu de la dernière olympiade parisienne. Marathon, Grand Chelem de tennis, Prix d'Amérique et arrivée du Tour de France, ses épreuves sont mondialement connues. Le Challenge Monal est une étape incontournable du circuit mondial d'épée. Le Parc des Princes, Charléty et Jean-Bouin, ses stades de foot ou de rugby aussi mythiques que la Boca, le Millenium ou Wembley. Paris est une ville de l'internationalisme sportif.

Lors du dernier siècle, elle a tenu un rôle important dans la diffusion et l'organisation du sport moderne. Nombre de fédérations internationales y sont nées tandis que l'appel à la rénovation des Jeux olympiques par le baron Pierre de Coubertin s'est tenu à la Sorbonne en novembre 1892. Le Comité international olympique s'est fondé

---

**« Ce que les Jeux  
Olympiques et  
Paralympiques de cet été  
auront consacré, avec  
un succès réel, c'est l'image  
sportive que Paris aime  
se donner. »**

---

à Paris le 23 juin 1894 à l'occasion du premier congrès olympique dont la langue officielle reste le français encore aujourd'hui. De nombreuses fédérations internationales, à présent massivement localisées en Suisse pour d'inavouables raisons fiscales, sont natives de Paris. La quasi-totalité des fédérations nationales sportives naissent aussi dans la capitale et sont restées localisées à Paris.

Tout cela a une histoire, faite de compétition aristocratique et de sociabilité ouvrière, de culture populaire et de valeurs modernes. Le sport roi à Paris fut d'abord le jeu de paume du XII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, puis le sport hippique, avec la multiplication des hippodromes. La fin du siècle n'est pourtant plus dominée exclusivement par les courses hippiques depuis l'apparition du cyclisme à la fin des années 1860. C'est la grande époque de la construction des stades vélodromes, dont le Vélodrome de Vincennes en 1896 ou le Parc des Princes qui avait commencé sa carrière ainsi en 1897, notamment. Puis c'est le succès du football qui s'impose comme le sport roi à Paris dans les années 1920. Les clubs parisiens sont alors nombreux (Red Star, Racing, Olympique, CASG, Stade français, etc.) et leurs résultats sont excellents. Depuis sa naissance en 1970, le Paris Saint-Germain est le seul club parisien de football évoluant au plus haut niveau national après l'abandon ou la chute des vieilles têtes d'affiche. Mais pendant longtemps le club emblématique fut un club de banlieue proche : le Red Star, fondé en 1897 à Saint-Ouen, dans la plus pure tradition des premiers clubs des quartiers populaires, ouvriers, mineurs ou dockers.

Aujourd'hui, le Paris 13 Atletico, qui joue en division Nationale, garde cet esprit de quartier. Jouant dans le 13<sup>e</sup>, au cœur d'un quartier très populaire, s'entraînant parfois à Charléty situé sur ma circonscription, il propose un tarif unique très abordable, accueille des jeunes du quartier, et même si son équipe première évolue en championnat professionnel, il reste un club d'amateurs au sens noble. Notre rôle est d'encourager et soutenir ces clubs qui renouent avec cette tradition populaire du foot, de plus en plus exceptionnelle.

---

**« Pendant l'été, Paris s'est transformée en une fanzone géante [...] les espaces aménagés pour suivre les épreuves ont donné aux gens la possibilité de se rassembler, de vibrer ensemble et de se rencontrer. »**

---

## Fanzones

Il faut le reconnaître : à bien des égards, le pari olympique a été remporté. La ferveur des spectateurs n'a pas faibli durant les dix-sept jours de compétition et ravivée au moment des Paralympiques. Pendant l'été, Paris s'est transformée en une fanzone géante. Depuis, la municipalité cherche à entretenir la flamme, jusqu'à vouloir maintenir dans le paysage les symboles olympiques sur la Tour Eiffel et l'Arc de Triomphe. La leçon de cet enthousiasme sportif et festif est précieuse : les espaces aménagés pour suivre les épreuves ont donné aux gens la possibilité de se rassembler, de vibrer ensemble et de se rencontrer. Des centaines de personnes se sont rassemblées à l'occasion des matchs de volley-ball, de handball, de football et davantage encore de basket !

Les JOP ont produit des lieux communs. Au point qu'on se demande pourquoi il aura fallu attendre leur retour à la capitale pour mettre



en place les conditions de cette fréquentation passionnée. Plutôt que d'attendre à nouveau un siècle, ou de se contenter du décor, **prolonger l'expérience des fanzones** peut se faire dès à présent. Parc de Choisy, arènes de Lutèce, Buttes-Chaumont : gardons-les, pérennisons-les, développons-les, ces espaces dédiés où l'on peut suivre les grandes compétitions internationales sans avoir à payer sa place par une consommation, où l'on peut aussi découvrir et s'exercer aux activités sportives.

Car c'est aussi dans ces moments que les enfants du quartier, y compris ceux en situation de handicap, peuvent s'initier à plusieurs sports, comme au ping-pong et rêver de suivre l'exemple des frères Lebrun, ou de Lucas Mazur, champion paralympique de badminton.

## Jouer sans entrave

Mais l'esprit olympique du sport amateur se dissout vite dans la fièvre de la performance et de la compétition, dans la célébration de la « thune et du nationalisme » comme l'a dit très crûment l'académicien François Sureau. Le Paris sportif à hauteur d'enfant doit d'abord renouer avec l'esprit ludique de la pratique sportive.

Avant d'être la vitrine des machines à rêves et à fric, ou le véhicule de propagande des régimes autoritaires, le sport est d'abord

---

**« Le Paris sportif à hauteur d'enfant doit d'abord renouer avec l'esprit ludique de la pratique sportive. »**

---

la pratique d'une discipline et l'apprentissage de l'effort. Collectif ou individuel, ludique ou professionnel, le sport est une entreprise d'entretien et de dépassement de soi, pétrie de valeurs éthique et de vertus pour la santé mentale et physique.

La ville aux enfants se limite hélas à quelques aires de jeux fermées. C'est parce qu'elle est « fonctionnaliste ». Particulièrement inconfortables pour les enfants comme pour les accompagnants, ces espaces clos sont souvent exposés aux intempéries (ni abri en cas de pluie ni protection solaire). Ils ne sont pas non plus conçus pour permettre aux adultes d'interagir entre eux, les quelques assises prévues sont généralement toutes orientées vers les jeux pour une surveillance optimale des petits. Les aménagements sont codifiés, les espaces hyper-normés pour répondre à des règles très strictes, de sécurité notamment (sols souples, hauteurs limitées, matériaux...). La plupart du temps, les jeux proposés sont des projections issues de l'imaginaire des adultes : bateaux pirates, toboggans, couleurs vives, etc. Loin d'une invitation à l'aventure, à l'escalade libre et... à la créativité !



Il suffit d'observer quelques minutes les enfants dans le parc de jeux du jardin du Luxembourg pour se souvenir que ce sont d'abord des aventuriers. Les enfants aiment escalader, gravir les sommets, se cacher derrière les arbres et interagir avec les autres, pas forcément faire la queue et attendre patiemment son tour pour descendre un toboggan en métal chauffé à blanc par le plein soleil d'été. L'espace de liberté pour les enfants s'est donc petit à petit transformé en aires grillagées de surface réduite, fermées en cas d'intempéries et quand il fait nuit tôt en hiver.

Les conséquences de cette désertion sont importantes. La sédentarité, renforcée par les pratiques des écrans, et l'écrasement des rythmes scolaires, a un impact sur la santé des jeunes : en cinquante ans, la capacité physique moyenne des 7-18 ans a baissé de 25 % explique la Fédération de cardiologie française. D'un point de vue physiologique et psychologique, les confinements successifs liés à la crise du Covid ont souligné l'importance vitale du rapport au dehors pour tous et en particulier pour les enfants. D'ailleurs, rappelons que les petits Parisiens, s'ils ont en moyenne un meilleur accès aux soins que leurs camarades de la Région, sont néanmoins eux aussi confrontés aux déserts médicaux, et notamment à la rareté de centres médicaux conventionnés de secteur 1. **Paris doit réinstaller et développer ce réseau de dispensaires, en réinventant leur modèle économique. Et mettre sur pied dans le même temps une mutuelle parisienne.**

Plus généralement, la reconquête de l'espace urbain par les enfants passera aussi par le sport. **En favorisant l'installation d'agrès sportifs sur la voie publique, de murs d'escalades dans les parcs et les rues, de gymnases en nombre largement insuffisant aujourd'hui, d'ateliers de découverte des sports plus différents et moins médiatisés – waterpolo, badminton, frisbee, hockey, escalade, aviron ou canoë, etc.**

---

« La ville à hauteur  
d'enfant se décidera  
aussi avec eux. »

---

## excipit

Enfin, la ville à hauteur d'enfant se décidera aussi avec eux. J'ai déjà eu l'occasion de défendre **la généralisation des Conseils d'Enfants**. Ces lieux de délibération et d'apprentissage pratique de la démocratie représentative pour les plus jeunes peuvent être organisés par tranche d'âge, puisqu'on ne travaille pas tout à fait de la même façon à cinq, dix ou quinze ans. Les Belges, qui ont l'habitude d'une pratique très décentralisée de la démocratie accueillent ce genre de conseils depuis une décennie au niveau local, en application directe des recommandations de la CIDE

À Paris, où se pratiquent déjà les débats sur les lignes budgétaires participatives, instaurer des Conseils d'Enfants dans tous les arrondissements permettrait de poursuivre la logique de décentralisation. Paris deviendrait un véritable laboratoire de « la ville des enfants », une ville dont les politiques publiques sont faites à la mesure, et en partie, par des enfants.

Des enfants « commanditaires », au sens où l'avait défini et expérimenté l'artiste belge François Hers. Développée à partir des années 1990, l'idée de cette expérimentation était qu'une commande artistique ne se résume pas à un investissement pour « capitaliser », ou à une épargne. Une commande artistique peut aussi mobiliser un village, un quartier pour cibler un besoin matériel ou une envie de développement en réunissant une communauté autour d'un projet partagé sans « délégation de pouvoir ». L'objectif étant alors de créer de l'empathie, de la « synchronisation » et de la « solidarité de groupe ».

---

## « L’instruction civique pour faire respecter les “valeurs de la République” ce n’est plus suffisant pour faire société [...] »

---

De même que le processus des « nouveaux commanditaires » associe le public à la création artistique dans une sorte de résorption de la coupure entre spectacle et spectateurs, les citoyens-commanditaires deviennent à la fois destinataires et acteurs de leurs services publics.

La démocratie est un apprentissage, une éducation permanente qui requiert que nous ne soyons pas de simples consommateurs sur le marché politique, achetant telle ou telle marque avec ou sans fidélité au produit, en cycle de cinq ou six ans. Elle exige que nous soyons des acteurs de la cité, des citoyens à part entière. La liberté, l’égalité et la fraternité n’ont rien d’innées. Ce ne sont pas de simples mots. Ce sont des concepts, des attitudes et des façons d’être qui s’apprennent, et pas seulement à l’école, mais au quotidien dans la participation à la communauté. Dresser les cœurs et les corps par l’instruction civique pour faire respecter les « valeurs de la République » ce n’est plus suffisant pour faire société à l’heure de la civilisation numérique et des solidarités intermittentes.

Mais on ne changera pas les mentalités d’un simple décret. La loi définit simplement ce qui est autorisé et ce qui ne l’est pas : elle change les comportements, pas les visions du monde ni les esprits. Seule l’éducation permet cette transformation. Cela prend deux générations, au moins. Car il faut que les enfants devenus parents transmettent les valeurs nouvelles.

Les « enfants-commanditaires » seraient donc les auteurs, acteurs et usagers de leur ville, de leur Paris. Le visage de la ville en sortirait transformé. Et Paris deviendrait ainsi un laboratoire de la démocratie, un creuset des nouvelles générations de citoyens.

Je rêve d’une ville tournée résolument vers l’invention de son avenir avec ceux qui en sont déjà les acteurs.

Tout l’enjeu de cette réflexion aura été de contribuer à changer notre vision de la ville et de ses rapports avec les citoyens et les citoyens. La ville de la révolution industrielle, hypercentre d’un pays qui aspire les ressources humaines et naturelles pour asseoir sa domination, matérielle, symbolique et politique, sur l’espace qu’elle contrôle n’a plus cours. Le vivant, le virtuel et les liens nous imposent cette reconfiguration. Mais plutôt que de fuir la ville, d’espérer le salut par l’accumulation de capital, ou de s’imaginer en retour dans une néo-ruralité improbable, il est possible d’initier la révolution culturelle qui transformera le visage et la forme de la ville. Et notre façon d’y vivre, autrement qu’en contribuable-consommateur.

Du quartier à la région tout entière, c’est une coopération entre les échelons de pouvoir, entre les perspectives et entre les communautés qui s’impose. La région parisienne doit évoluer d’un espace totalement polarisé sur un hypercentre à un espace polycentrique, déconcentré, dans lequel Paris est autant au service des communes partenaires que l’inverse.

Le temps de l’anonymat individualiste, cadeau et fardeau de la liberté, est passé. Ce qui nous est demandé, c’est de montrer que nous sommes capables de vivre ensemble, nombreux. Le lien social se forgera dans l’appropriation des espaces communs, dans la solidarité face aux défis qui nous pressent, dans la communion autour d’un symbole et d’une incarnation de l’avenir : nos enfants.



---

**Donnez des couleurs  
au Paris de demain !**

---











## Paris à hauteur d'enfant

Vitrine-musée désertée par ses habitants au profit de l'industrie touristique ? Enfer de béton brûlé par le dérèglement climatique ? Forteresse gentrifiée pour ultra-riches mondialisés ? À vrai dire, les futurs promis à la ville de Paris ne me font pas rêver.

À l'heure où les métropoles sont sommées de se réinventer pour adapter leur taille, leur forme, leur organisation économique et leur tissu social, je rêve que Paris redevienne notre ville à toutes et à tous.

Je rêve d'une ville innovante, verte, solidaire, citoyenne et résiliente. Une capitale au service de son territoire, qui rayonne sans éclipser sa banlieue. Une ville-région rééquilibrée qui prend soin de ses habitants, et offre à chacune et chacun, et surtout les plus vulnérables, l'accueil, la protection et une chance de vivre heureux.

Une ville tournée vers son futur, où les familles restent parce que leurs enfants peuvent y vivre, s'épanouir, grandir, s'y sentir libres et autonomes.

Je rêve d'une ville à hauteur d'enfant.

**Rodrigo Arenas,**  
député de la 10<sup>e</sup> circonscription de Paris



**« Si l'on voit des enfants qui jouent, qui se promènent seuls, c'est le signe que la ville est saine ; si on ne voit pas d'enfants, c'est qu'elle est malade »**

Francesco Tonucci, psychologue et sociologue